--
_____
Ceci est de la libre expression utilisant un carnet d'adresses à caractère personnel, sans lien avec une activité professionnelle ou commerciale, et n'est donc pas concerné par le RGPD (article 18 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016), n'hésitez pas à dire stop ou encore !

Jean-Jacques Rey
site Internet : https://jj-pat-rey.com/
sous-domaine
https://stats-au-monde.jj-pat-rey.com/

Bonjour.

Quelques mots !
En ce qui concerne l'inflation (galopante et injustifiée) ces temps-ci : les milliardaires qui achètent tout (et tous), n'ont pas d'états d'âme pour faire du profit, ne l'oublions jamais.
La question principale pour eux n'est pas quand mais comment... Cela peut se traduire par : la nécessité est l'opportunité ou après moi le déluge !
À certaines époques, les profiteurs ne profitaient pas longtemps... Cela serait bien que l'on revienne à certaines règles pour encadrer les spéculations...
Le fond du problème pour nous, c'est des politiques néolibérales de m.... de M..... !
:-((

Bonne lecture ! @+

JJPR

Incidemment, pour ceux qui ont le temps, nouvelles publications littéraires 2023 par :
jj-pat-rey.com/JJ-REY_NEO/sommaire-nouvelles-publications.html

Sommaire :

Accès direct en ligne au numéro le plus récent de l'Internet-Tribune-Libre :
jj-pat-rey.com/INTERNET-TRIBUNE-LIBRE/affichage/index.html

et pour toutes les années (de 2004 à 2023) par :
jj-pat-rey.com/INTERNET-TRIBUNE-LIBRE/index.html
(Avec les illustrations en prime et une version PDF : innovation 2023 !)

- QUI SÈME, RECOLTE, OU LES OMBRES L'EMPORTENT...
par Jean-Jacques REY

- RUPTURE DES ACCORDS COLONIAUX & dossier "FRANCE-AFRIQUE"
par Mawuna Remarque KOUTONIN

- AU PAYS DE TARTUFFE : L'HYPOCRISIE, VIOLENCE SUPRÊME
par Alain SAGAULT

- GIECO-SCEPTIQUE
par Frédéric BOUTET

- SÉGOLÈNE, JEAN-LUC ET LES AUTRES
par André BELLON

QUI SÈME, RÉCOLTE, OU LES OMBRES L'EMPORTENT...

D'abord commençons par cette description qui me convient dans la durée sur le plan politique. Je l'ai affinée par des observations personnelles depuis quelque temps, mais elle a été émise pour l'essentiel par des gens plus pointus que moi en sciences sociales et politiques.
Sociologiquement, il y a trois blocs en France, de taille comparable, qui se reflètent dans l'électorat depuis une dizaine d'années. D'une part, le **bloc bourgeois** (centristes de Droite et Gauche) et d'autre part, ceux que ce même bloc qualifie « d'extrémistes », c'est-à-dire le **bloc réactionnaire-nationaliste** (populistes, souverainistes et Droite dure en majorité républicaine mais avec quelques éléments, disons radicaux) et enfin un **bloc de Gauche** qu'on pourrait qualifier d'écolo-progressiste.
Le bloc bourgeois, maintenant appelé néolibéral, épris de libéralisme économique (au service du Capital), écartelé par des considérations et intérêts contradictoires, conduit la France à sa perte et au discrédit.
D'ailleurs, de manière plus générale, le néolibéralisme pollue la démocratie, il ne subsiste au pouvoir qu'en déformant la réalité et diabolisant toute opposition...

Le **bloc réactionnaire-nationaliste** condamne la France sur le plan moral autant qu'économique et donc à l'isolement et au dépérissement. Enfin le **bloc écolo-progressiste** n'est pas à la hauteur des enjeux de pouvoir, affaibli par des divergences profondes, autant philosophiques que partisanes, et il en est réduit à faire plus de bruits que d'effets ; ce qui, en dehors des cercles militants, décourage ou démobilise son électorat potentiel. En plus, en dehors des périodes électorales, il dispose de peu de leviers de pouvoirs et d'expression. S'il n'a pas un programme réellement novateur (notamment sur le plan social) mais réaliste, compte tenu des rapports de force internationaux et de la géopolitique, il végétera dans l'opposition faute d'adhésions.

Le plus grand problème des créatures néolibérales, et on le voit particulièrement en matière de politique étrangère lorsqu'ils ont en charge les affaire de l'État, c'est qu'ils prennent leurs désirs pour des réalités et méconnaissent leurs limites (qu'ils s'imposent eux-mêmes, les petits génies) !
Pour moi, les bourgeois néolibéraux, actuellement au Pouvoir en France, sont en train de ruiner le crédit de la France dans le monde entier, et en plus, ils ont toujours un coup de retard dans les évolutions, en prenant le mauvais bout de la lorgnette !
Ainsi, en parlant de l'Afrique où le gouvernement français subit actuellement une raspoutitsa, en termes de relations diplomatiques, notre « enfant gâté » de président du moment fait encore sa crise caractérielle, pour l'honneur, croit-il ! Les régimes prétoriens qui poussent là-bas sur ce continent, n'arrangent rien ou si peu, même pour les conditions de vie de leurs concitoyens, c'est vrai ; mais ils dévoilent toujours une carence du pouvoir politique et/ou des institutions.
Comprenons que le bloc bourgeois, néolibéral, ne défend pas les intérêts de la France mais ceux d'une caste, ainsi il nous amène plutôt au désastre collectif et à grande vitesse ! D'ailleurs, plus généralement, ces bourgeoisies néolibérales, en particulier dans le dit « Occident », dans leurs délires de possession et d'accaparation, créent un climat de tensions permanentes sur notre globe et cela, sans parler d'avoir largement contribué à l'aggravation plus physique du changement climatique pour des motifs de profits déraisonnables ; ce qui est un autre sujet mais affecte la vie de tous, même ceux qui n'y sont pour rien et n'ont rien demandé…

Les libertés et la démocratie en Occident, c'est une vaste fumerie : nous sommes en réalité sous la dictature de l'argent-roi, autrement dit **des intérêts bourgeois qui ont mis en esclavage des tas de gens pour se développer**, en particulier depuis le 17ème siècle. Comment s'étonner dès lors qu'il en reste un souvenir vivace et du ressentiment qui perdure en maints pays, que les néolibéraux traitent le plus souvent avec mépris et condescendance (et les nôtre en France sont

très forts pour ça) !
Bon ! Je le concède, ce n'est pas pour autant qu'il faut s'illusionner et retomber dans les fameuses « dictatures du peuple » qui ont invariablement démontré qu'elles ne faisaient que servir des intérêts personnels de dominateurs, bassement intéressés et pervers, prompts à instaurer des contraintes pour faire prévaloir leurs vues.

Mais ne nous endormons pas ! Parce qu'on se fait bien enfermer par ces politiques bourgeoises comme des rats de laboratoire. Petit à petit, on accepte les expérimentations de « transformation sociale » (ou d'ajustements dits structurels) en vue de piloter nos intérêts malgré nous et peut-être pour notre libération mentale, mais c'est surtout pour celle des capitaux ! À ces fins, on multiplie les sources et la recherche du profit (souvent artificiel) comme s'imposant de soi, jusqu'à l'ériger en équivalent de religion. Dans la mentalité bourgeoise, tout sert à corrompre, y compris et à commencer par les instincts primaires… D'où cette déstructuration sociale qui isole le sujet et expose les individus à travailler contre eux-mêmes : voilà d'où viennent, la plupart de nos maux de société contemporains d'ailleurs. L'esprit bourgeois est antisocial par nature, pourrait-on dire, mais beaucoup de gens se laissent tenter : on encourage à faire ou on donne un peu plus à certains, selon l'estimation (partiale) de leurs mérite, et ils se croient au-dessus du lot, meilleurs que les autres en somme, et ils en abusent avec morgue ! Cela nous ramène à l'aube de l'humanité en fait, et il y en a qui appellent cela le progrès ! Risible, non ? …

La vérité, c'est que les masques tombent et les tours de vice sont démasqués. Le système bourgeois de domination sur Terre, par la finance en premier lieu, est à l'agonie ; ce qui explique la décadence de l'Occident dans son ensemble et la montée des contrepoids (les fameux **BRICS** par exemple), mais aussi la propagation d'ombres inquiétantes : il ne faudrait pas que l'on retourne à l'âge des ténèbres !

Jean-Jacques REY
jj-pat-rey.com/INTERNET-TRIBUNE-LIBRE/index.html

****

- En neuf articles -
LES IMPLACABLES RÉALITÉS D'UN MONDE DEVENU MULTIPOLAIRE :
REMISE EN CAUSE DE L' HÉGÉMONIE OCCIDENTALE ET UN

REGARD SUR L'ÉVOLUTION DES CONSCIENCES EN AFRIQUE
(Permettez-moi de souligner : la parole est aussi aux Africains !)

Occident : Un bûcher des vanités

par Alastair Crooke ; 18 juillet 2023

lesakerfrancophone.fr/le-bucher-des-vanites

[**Alastair Crooke**, diplomate britannique, fondateur et directeur du *Conflicts Forum*. Il a été une figure de premier plan dans le renseignement militaire britannique « Military Intelligence, section 6 (MI6) » et dans la diplomatie de l'Union européenne. Il a reçu le très distingué ordre de Saint-Michel et Saint-Georges (CMG), ordre de la chevalerie britannique fondé en 1818.]

L'hybris consiste à croire qu'un récit artificiel peut, en soi, apporter la victoire. C'est un fantasme qui a balayé l'Occident – surtout depuis le 17ème siècle.
Récemment le Daily Telegraph a publié une vidéo ridicule de neuf minutes prétendant montrer que « les récits gagnent les guerres » et que les revers dans l'espace de combat sont accessoires : ce qui compte, c'est d'avoir un fil de récit unitaire articulé, à la fois verticalement et horizontalement, tout au long de le spectre - du soldat des forces spéciales sur le terrain jusqu'au sommet de l'apogée politique.
L'essentiel est que « nous » (l'Occident) avons un récit convaincant, tandis que celui de la Russie est « maladroit » - « Nous gagnerons donc, c'est inévitable ».
Il est facile de se moquer, mais néanmoins on peut y reconnaître une certaine substance (même si cette substance est une invention). **Le récit est maintenant la façon dont les élites occidentales imaginent le monde.** Qu'il s'agisse de l'urgence pandémique, du climat ou des « urgences » ukrainiennes, toutes sont redéfinies comme des « guerres ». Toutes sont des « guerres » qui doivent être menées avec un récit unitaire imposé de « victoire », contre lequel toute opinion contraire est interdite.
Le défaut évident de cet orgueil est qu'il vous oblige à être en guerre avec la réalité. Au début, le public est confus, mais à mesure que les mensonges prolifèrent et que les mensonges se superposent, le récit se sépare de plus en plus de la réalité touchée, même si des brumes de malhonnêteté continuent de s'enrouler autour de lui. Le scepticisme public s'installe. Récits sur le « pourquoi » de l'inflation ; que l'économie soit saine ou non ; ou pourquoi nous devons entrer en guerre avec la Russie, commencer à nous effilocher.
Les élites occidentales ont « misé leur chemise » sur un contrôle maximal des « plates-formes médiatiques », une conformité absolue

des messages et une répression impitoyable de la protestation comme plan pour une emprise continue au pouvoir. .../...
Ukraine : Comment gagner une guerre impossible à gagner ? Eh bien, la réponse de l'élite a été par la narration. En insistant contre la réalité sur le fait que l'Ukraine est en train de gagner et que la Russie « craque ». Mais un tel orgueil finit par être brisé par des faits sur le terrain. Même les classes dirigeantes occidentales peuvent voir que leur demande d'une offensive ukrainienne réussie a échoué. À la fin, les faits militaires sont plus puissants que les blasphèmes politiques : un camp est détruit, ses nombreux morts deviennent l'« agence » tragique d'un dogme bouleversant.
« Nous serons en mesure d'inviter l'Ukraine à rejoindre l'Alliance lorsque les Alliés seront d'accord et que les conditions seront remplies... [cependant] à moins que l'Ukraine ne gagne cette guerre, il n'y a aucune question d'adhésion à discuter du tout »- Déclaration de Jens Stoltenberg à Vilnius. Ainsi, après avoir exhorté Kiev à jeter davantage (des centaines de milliers) de ses hommes dans la gueule de la mort pour justifier l'adhésion à l'OTAN, cette dernière tourne le dos à son protégé. C'était, après tout, une guerre impossible à gagner depuis le début.
L'orgueil, à un certain niveau, résidait dans le fait que l'OTAN opposait sa prétendue doctrine militaire et ses armes « supérieures » à celles d'une rigidité militaire russe dépréciée, de style soviétique et obsolète – et « d'incompétence ».
Mais les faits militaires sur le terrain ont révélé que la doctrine occidentale était démesurée – avec des forces ukrainiennes décimées et son armement de l'OTAN en ruines fumantes. C'est l'OTAN qui a insisté pour reconstituer la bataille de 73 Easting (du désert irakien, mais maintenant traduite en Ukraine).
.../...
L'Europe est la partie la plus piégée par le « délire » – à partir du moment où elle s'est jetée sans réserve dans le « camp » de Biden. Le récit de l'Ukraine a éclaté à Vilnius. Mais l' amour-propre de certains dirigeants de l'UE les met en guerre avec la réalité. Ils veulent continuer d'alimenter l'Ukraine en broyeur – pour persister dans le fantasme de la « victoire totale » : « *Il n'y a pas d'autre moyen qu'une victoire totale – et se débarrasser de Poutine… Nous devons prendre tous les risques pour cela. Aucun compromis n'est possible, aucun compromis* ».
La classe politique de l'UE a pris tellement de décisions désastreuses par respect pour la stratégie américaine - des décisions qui vont directement à l'encontre des intérêts économiques et de sécurité des Européens - qu'elle en a très peur.
Si la réaction de certains de ces dirigeants semble disproportionnée et irréaliste (« Il n'y a pas d'autre moyen qu'une victoire totale – et de se débarrasser de Poutine ») – c'est que cette « guerre » touche à des motivations plus profondes. Cela reflète **les craintes existentielles d'un**

démantèlement du méta-récit occidental qui fera tomber à la fois son hégémonie et la structure financière occidentale avec elle.
.../...
Avec l'invention de l'Occident est venue l'invention de l'histoire occidentale – une lignée élevée et exclusive qui a fourni une justification historique à la domination occidentale. Selon le juriste et philosophe anglais Francis Bacon, il n'y a eu que trois périodes de savoir et de civilisation dans l'histoire humaine : « une chez les Grecs, la seconde chez les Romains, et la dernière parmi nous, c'est-à-dire les nations d'Occident. L'Europe ».
La peur la plus profonde des dirigeants politiques occidentaux donc – complices du fait que le « récit » est une fiction que nous nous racontons, tout en sachant qu'elle est factuellement fausse - est que notre époque a été rendue de plus en plus dangereusement dépendante de ce méta-mythe.
Ils tremblent, non seulement face à une « Russie renforcée », mais plutôt à la perspective que le nouvel ordre multipolaire dirigé par Poutine et Xi qui balaie le monde détruise le mythe de la civilisation occidentale.

La guerre en Ukraine : vers l'effondrement de la réputation occidentale

26 juin 2023 ; **OLEG NESTERENKO** (professeur auprès des masters des Grandes Ecoles de Commerce de Paris).

legrandsoir.info/la-guerre-en-ukraine-vers-l-effondrement-de-la-reputation-occidentale.html

Après le monde bipolaire, existant depuis la fin de la seconde guerre mondiale et jusqu'à l'implosion de l'Union Soviétique en décembre 1991, l'actuel conflit sur le territoire de l'Ukraine est le point de gravité dans le processus de transition entre deux grandes époques de l'histoire contemporaine : l'ancienne - unipolaire - qui a perduré durant les 30 dernières années et la nouvelle - multipolaire - post-hégémonique, qui est née fin février 2022.
N'étant guère adepte des théories communistes, je ne peux, toutefois, ne pas constater que les évènements d'aujourd'hui ne sont que l'adaptation moderne, le reflet dans le miroir du vieux principe des révolutions exprimé par Vladimir Lénine déjà en 1913 dans son ouvrage « *Le premier mai du prolétariat révolutionnaire* » : les classes inférieures ne veulent plus vivre à l'ancienne, tandis que les classes supérieures ne peuvent plus gouverner à l'ancienne. Soit, l'impossibilité pour la classe dirigeante de maintenir sa

domination en forme inchangée. **Aujourd'hui, les « classes supérieures » sont le monde occidental gravitant autour des Etats-Unis d'Amérique et les « classes inférieures » - le reste de l'humanité.**
Une fois de plus, l'histoire n'apprend rien aux « élites » politiques et les époques se remplacent de la même manière que cela fait un siècle : dans la violence.
Les discours sur la défense de la liberté, de la démocratie et des nobles valeurs et, donc, occidentales, que l'Ukraine représente et défend, ne sont que les narratifs « atlantistes » développés via l'appareil de la propagande des médias mainstream, afin de justifier auprès des masses électorales préformatées, les initiatives controversées, entreprises par les représentants du pouvoir actuel du bloc de l'occident collectif américano-centrique. Des narratifs très éloignées de la tragique réalité du pouvoir ukrainienne.
Sans entrer dans le détail des intérêts profonds des Etats-Unis d'Amérique dans le cadre de la guerre en Ukraine qui s'y déroule depuis 2014, des intérêts directement basés sur la stratégie globale de la défense des éléments existentiels pour l'Etat américain (voir mon analyse « *La guerre en Ukraine : la Genèse* »), il est à noter que l'arrivée à leurs **objectifs préétablis se traduisait par l'affaiblissement politico-économique significatif de la Russie,** d'une part, en tant qu'un des acteurs majeurs vis-à-vis du système de pétrodollars et, d'autre part, en tant que partenaire stratégique de la Chine tant dans le domaine économique, dont les deux pays ont une véritable complémentarité, tant dans le domaine politico-diplomatique que militaro-technologique.

Le piège anglo-saxon
Les Etats-Unis d'Amérique se sont retrouvés devant un dilemme existentiel : d'une part, le scénario positif pour Washington dans l'issue de cette guerre devient chaque jour de plus en plus irréalisable ; d'autre part, les Américains ne peuvent pas se permettre de ne pas importer dans la confrontation en cours.
La victoire est un élément vital vis-à-vis de la réputation mondiale en tant que première puissance politico-militaire opérationnelle tant pour les Etats-Unis, que pour leurs partenaires européens - un élément vital vis-à-vis du futur de la civilisation Occidentale.
Ce qui n'était guère un élément existentiel au début du conflit en est devenu un dès **l'engagement ouvert et radical de l'intégralité du bloc occidental dans les hostilités**. Aucun retour en arrière n'est possible.
Vu la spécificité de la situation politique interne aux Etats-Unis, conditionnée par les dernières défaites militaires en Syrie et en Afghanistan, ils ne leur était pas possible d'entrer en guerre seuls ou seulement en tandem avec le monde anglo-saxon. Le monde anglo-saxon, où nul besoin n'était de convaincre le Royaume-Uni de prendre part au conflit, vu le processus engagé par la Chine et la Russie de l'effondrement

des réseaux néocoloniaux, notamment britanniques, sur le continent noir et qui mènera, à terme, à de **très graves répercussions vis-à-vis du système financier de la City de Londres - centre traditionnel du brassage des gigantesques revenus de l'exploitation des matières premières de l'Afrique.**
Un travail en profondeur, très certainement, a été réalisé auprès de Bruxelles. L'Union Européenne et ses pays-membres sont tombés dans le piège américano-britannique qui a fait stimuler les égos des élites politiques du vieux continent vis-à-vis de la grandeur et de la domination du passé qui est en déclin constant avec l'émergence de nouveaux centres de gravités idéologiques en Chine et en Russie. La grandeur et la domination leur ont été proposées de retrouver en entrant en guerre, estimée gagnée d'avance, contre les nouveaux challengers.

De la « guerre-éclair » vers la guerre d'usure
Initialement, au déclenchement de la nouvelle phase de guerre, il était prévu que les sanctions contre la Fédération de Russie d'une amplitude sans précédent dans l'histoire contemporaine, mises en œuvre par l'occident collectif sous le patronage de Washington et soutenues sous la pression politico-économique par une partie du monde non occidental dès les premiers jours de la guerre, auraient dû ébranler l'économie russe en quelques mois et la mettre sur le chemin précalculé de l'effondrement inévitable, et faire de la Russie un Etat-paria. Un Etat-paria non pas pour une période de quelques mois ou années, mais pour toute une époque future.
Toutefois, dès le déclenchement des sanctions, des signes inquiétants de la résistance inattendue de l'économie russe sont apparus, parallèlement au refus des acteurs majeurs non occidentaux de condamner l'initiative de Moscou sur le territoire de l'Ukraine, malgré la coercition « atlantiste » hors du commun.
Les Etats-Unis d'Amérique se sont retrouvés dans l'incapacité de fédérer autour d'eux le monde non occidental dans leur projet antirusse. Le plan primaire qui aurait dû fonctionner contre la Russie à court terme, en quelques semaines, voire des mois, a totalement échoué.
.../...
Une forme d'amateurisme déconcertant et la méconnaissance du raisonnement quasi-génétique du peuple russe ne permettent pas de faire comprendre aux auteurs de cette stratégie que la négociation clé à partir de la position de faiblesse, quand bien même elle aurait lieu, sur les éléments vitaux pour la Fédération de Russie est totalement inconcevable pour cette dernière et n'aura jamais lieu.
Si par la suite d'une série d'évènements, la Russie était, hypothétiquement, mise ponctuellement en position de faiblesse, ce n'est pas une négociation tant espérée, plus que naïvement par l'Occident collectif face à la Russie affaiblie qui aurait lieu, mais un recul suivi d'une reconsolidation et

remobilisation des moyens à disposition de le Fédération de Russie pour le retour sur ses positions de domination de la situation. .../...
Il est intéressant de noter qu'il existe un certain nombre d'analystes américains de grande renommée, dont un ancien patron du département de planification de la politique extérieure du Département d'Etat, qui considère que non seulement une grande défaite dans l'actuelle offensive ukrainienne, tant promue auprès des masses occidentales, afin de continuer à maintenir le tonus nécessaire pour la continuation du financement du conflit, serait catastrophique, mais également une hypothétique grande victoire de l'armée ukrainienne dans cette entreprise ne serait pas moins catastrophique que la défaite.
Ce type d'analyse n'est guère le signe de la schizophrénie ou du dédoublement de la personnalité, mais bien d'une profonde et lucide compréhension des processus en cours : la réaction de la Russie suivra et sera proportionnelle à la nécessité de l'anéantissement d'une nouvelle menace grave.
Néanmoins, je ne peux que rassurer les analystes en question : en prenant en considération les éléments stratégiques des dispositions des forces en confrontation à ce jour, il n'y a pratiquement aucun risque que l'actuelle initiative de Kiev poussée par ses créditeurs obtienne un succès. Et la probabilité qu'elle ait un succès majeur et à long terme, au point de faire reconsidérer en profondeur la stratégie de Moscou vis-à-vis de l'Ukraine est, tout simplement, inexistante.

Le franchissement des tabous
Aujourd'hui, la compréhension de la réalité sur le terrain des opérations qui diffère grandement du plan de guerre initialement prévu, mène le bloc occidental vers une forme de panique opérationnelle qui se traduit dans l'accroissement chaotique des aides militaires supplémentaires totalement imprévues pour l'agent exécutant dans la confrontation sur le terrain - l'armée ukrainienne.
Cet accroissement chaotique se reflète dans le franchissement des tabous établis par les responsables occidentaux eux-mêmes, comme la livraison à l'Ukraine des obus d'uranium appauvri, des chars occidentaux et les futures livraisons des avions de combats américains (et, ensuite, européens ?) en réduisant, proportionnellement, la marge de manœuvre avant le déclenchement des hostilités directes entre l'armée russe et celle de l'Otan.
.../...

Les réalités du potentiel des Russes
Du côté de Moscou, l'obtention de la satisfaction à l'issue du conflit en Ukraine est également un élément existentiel pour la Fédération de Russie. **Une hypothétique défaite est totalement inconcevable pour le Kremlin, de même que pour le peuple Russe, car elle mènerait directement à l'effondrement et interne et externe du pays. De ce fait, l'occident**

commet une grave erreur de calcul en estimant que même une réussite hypothétique de l'offensive ukrainienne pourrait changer le cours de la guerre et mènerait vers la victoire du pouvoir en place à Kiev.
L'unique réalité : cela ne fera qu'augmenter la croissance des forces militaires actives russes sur le front et ne fera que prolonger la durée de la guerre. L'issue fatale pour les intérêts visés par Kiev est une constante inébranlable. .../...

Risque civilisationnel
Après les siècles du rayonnement et de l'exposition au monde non occidental du modèle de la réussite exemplaire de la société occidentale, nous sommes arrivés au point de l'exposition d'une toute autre nature : celle de la dégénérescence et de la destruction à vitesse grandissante des valeurs et des principes sociétales qui ont forgé la civilisation occidentale depuis les deux derniers millénaires.
Les hommes et femmes politiques qui ont pris aujourd'hui le pouvoir sur la majeure partie du vieux continent ne sont pas dans la capacité de comprendre que le rejet de plus en plus grandissant du modèle occidental par le reste du monde, dont la guerre en Ukraine n'a fait qu'accentuer le processus et n'a fait que tomber les masques, a, pour son fondement, le refus de la nouvelle idéologie sociétale occidentale axée sur le néolibéralisme et la domination des intérêts des diverses minorités sur ceux de la majorité - ce qui est, en soit, le projet de « l'anti-société ». .../...

L'effondrement de la réputation de l'Occident en tant que terre du droit a eu lieu.
Après ce premier effondrement, l'effondrement de la réputation politico-militaire de l'occident collectif vis-à-vis de l'opinion du reste du monde est inévitable.
Plus aucun engagement occidental garanti par sa force militaire ne sera crédible. Les prolongations répétées des investissements massifs dans la guerre sur le territoire de l'Ukraine ne sont dues qu'à la tentative de nuancer les dommages majeurs que l'image de la puissance et de la crédibilité militaire « atlantiste » subiront. L'ampleur sans précèdent des investissements est directement proportionnelle à la compréhension de l'ampleur du désastre réputationnel qui suivra.
La motivation du camp occidental est d'autant plus soutenue que derrière la réputation globale, c'est la réputation et l'avenir politique purement personnel des dirigeants impliqués qui sont en jeu. .../...

Valeurs, vérités et échec global des États-Unis

Par Michael Brenner. Arrêt sur info — 17 mai 2023

arretsurinfo.ch/valeurs-verites-et-echec-global-des-etats-unis/

Selon **Michael Brenner,** deux mots – démocratie et autocratie – connaissent une nouvelle naissance en Occident. Les implications sont profondes. Les États-Unis ayant adopté l'idée d'une suite à la guerre froide. [Michael Brenner est professeur d'affaires internationales à l'université de Pittsburgh.]

La rhétorique politique s'articule autour de mots ou de phrases clés qui trouvent un écho auprès d'un public et qui sont évocateurs d'images et de symboles profondément ancrés. Parmi les Américains, les mots les plus puissants sont "démocratie" et "liberté". Ils sont utilisés à profusion dans toutes les communications publiques, qu'elles soient orales ou écrites. Ils sont utilisés de manière interchangeable. Car, dans notre esprit, ils représentent l'expérience américaine telle qu'elle a été assimilée au cours d'une vie. La légendaire expérience américaine.

Démocratie et autocratie – ces deux mots, rebattus pour les plus blasés, ont connu une nouvelle naissance alors que les États-Unis embrassent l'idée d'une suite à la guerre froide. Objectivement, il s'agit bien sûr d'un code pour **la lutte pour la primauté mondiale entre l'hégémon régnant (les États-Unis) et le formidable défi représenté par la Chine et/ou la Russie.** Cette réalité est exprimée par l'ajout de l'expression « sécurité nationale ». Ensemble, ils forment un triangle de fer doctrinal qui cristallise les sentiments à l'intérieur du pays. Dans le reste du monde, l'expression « ordre international fondé sur des règles » remplace celle de « sécurité nationale ». Ce cri de ralliement tombe à plat lorsque le fer se transforme en caoutchouc à l'étranger.

L'objectif principal est de tracer une ligne de démarcation nette entre « nous » et « eux ». Le premier englobe les démocraties libérales et les alliés de la zone de l'Atlantique Nord, qui s'étend au sens figuré aux pays de l'ANZUS [pacte militaire signé à San Francisco le 1er septembre 1951, entre l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis], au Japon et à la Corée du Sud – l'ensemble constituant l'Occident collectif. Le « ils » est composé de la Chine – surtout -, de la Russie, de l'Iran, de la Corée du Nord et de tous ceux qui manifestent des affinités avec ces pays ou qui s'opposent aux projets et aux politiques de l'Occident. Ils sont considérés comme les « chiens courants » des puissances menaçantes : le Venezuela, Cuba, le Nicaragua, la Syrie, entre autres.

La zone fluide des non-engagés

Il y a ensuite cette zone grise, fluide et indistincte, occupée par les neutres et les non-engagés. Les plus importants de ces "indépendants" sur le plan stratégique sont la Turquie, l'Inde, le Brésil, l'Indonésie, l'Arabie saoudite,

l'Afrique du Sud, l'Argentine et le Pakistan. L'objectif de l'administration Biden a été de mobiliser le plus grand soutien possible parmi ces États sur les questions des droits de base, du commerce de l'énergie, de la finance, des embargos commerciaux et des boycotts.
Avant que la crise ukrainienne ne devienne aiguë en février de l'année dernière, la cible principale était la Chine. L'accent était mis sur l'endiguement de l'expansion de l'influence mondiale de la Chine, en insistant sur l'argument selon lequel un tel développement constitue une menace multiforme pour les intérêts nationaux des autres États et pour la stabilité mondiale en général.
Cette formulation stratégique abstraite s'est précisée avec le début de la confrontation avec la Russie au sujet de l'Ukraine. Washington avait provoqué le conflit dans l'espoir d'infliger une défaite politique et économique mortelle à la Russie de Poutine – en l'éliminant en tant que facteur majeur dans le grand équilibre des forces entre "nous" et "eux".
Ils ont agi rapidement et de manière décisive pour tracer une "ligne de sang" irréversible entre la Russie et les pays européens de l'**OTAN/UE**. Les gouvernements déférents du continent – de Londres à Varsovie en passant par Tallin – se sont ralliés à cette ligne avec enthousiasme. **Cette démonstration instinctive de solidarité est conforme à la dynamique psychologique de la relation dominant/subordonné qui a déterminé le lien euro-américain au cours des 75 dernières années.** Elle est si profondément enracinée qu'elle est devenue une seconde nature pour les élites politiques.
La destruction par Washington du gazoduc de la Baltique a démontré l'étendue des prérogatives accordées aux États-Unis pour agir au mépris de la souveraineté et des intérêts de l'Europe. Cet épisode extraordinaire a ponctué l'engagement sans réserve des Européens à servir de satrape à l'Amérique dans sa campagne tous azimuts visant à empêcher la Chine et la Russie de contester son hégémonie.
S'assurer l'obéissance du bloc de puissance économique européen représente indéniablement un succès stratégique majeur pour les États-Unis. Il en va de même pour la coupure de l'accès de la Russie aux investissements en capital, à la technologie et aux marchés riches de l'Occident.
Mais ce sont les Européens qui paient le plus lourd tribut. En effet, **ils ont hypothéqué leur avenir économique pour participer à la rupture mal pensée de tout lien avec une Russie désormais implacablement antagoniste, dont les abondantes ressources énergétiques et agricoles ont été un élément primordial de leur prospérité et de leur stabilité politique.**
Aux yeux de l'observateur objectif, les gains de Washington en Europe ont été plus que compensés par l'échec absolu de son objectif premier, qui était d'affaiblir gravement la Russie. L'étonnante résistance économique de

cette dernière (une surprise totale pour les planificateurs occidentaux mal informés) a laissé la Russie non seulement debout, mais dans une position plus saine – grâce à une série de réformes bénéfiques (surtout dans le système financier) qui augurent bien de l'avenir.

Un nouveau réseau de relations mondiales

La guerre économique de l'Occident a conduit à l'accentuation et à l'accélération d'un programme russe de reconfiguration largement méconnu par les analystes de Washington, de Londres et de Bruxelles. Il en résulte une vulnérabilité nettement réduite aux pressions extérieures, telles que la campagne de sanctions infructueuse menée par les États-Unis, et la mise en place d'un nouveau réseau de relations économiques mondiales. En effet, les forces démontrées de la Russie dans la conception et la fabrication de matériel militaire, ainsi que ses abondantes ressources naturelles, signifient que sa contribution à la puissance sino-russe globale en fait un rival d'autant plus redoutable pour le bloc américain.

La structure binaire du système international qui se dessine est facilement acceptée par les élites et la population américaines. Une vision manichéenne du monde correspond parfaitement à l'image que le pays se fait de lui-même, celle d'un enfant du Destin destiné à conduire le monde vers la lumière de la liberté et de la démocratie. .../...

Cette continuité contribue à expliquer l'acceptation quasi unanime et non critique de l'assimilation précipitée de la Russie et de la Chine par Washington au moule des ennemis du passé. Ainsi, la Russie d'aujourd'hui est considérée comme l'avatar de l'Union soviétique, et la Chine comme un danger encore plus inquiétant que le Japon impérial. L'ignorance de réalités bien plus subtiles et complexes est cultivée apparemment comme une préférence automatique pour des stéréotypes qui correspondent commodément à l'identité américaine, à l'expérience subjective, aux conceptions philosophiques et à la mythologie nationale. En conséquence, nous agissons sur la base de caricatures grossières. .../... L'extrémisme des efforts visant à dépeindre la Russie (et dans une moindre mesure la Chine) comme d'irrémédiables pécheurs qui se livrent à des actes criminels pouvant être qualifiés de crimes de guerre exprime l'impulsion américaine de juger les autres à juste titre. Ce moralisme irréfléchi est enraciné dans la dimension théologique de leur sentiment particulier d' "exceptionnalisme". Il sert également un **objectif politique stratégique** en aidant à mobiliser le soutien en faveur d'un "nous contre eux", un jeu à somme nulle. Une caractéristique frappante de la situation actuelle en Ukraine et en Russie est qu'un observateur objectif doit s'efforcer de trouver une raison impérieuse de s'enfermer dans une position aussi rigide. **Les esprits de Washington, imprégnés du dogme néoconservateur et inquiets de la pérennité de l'hégémonie mondiale des États-Unis, manquent d'objectivité et de clairvoyance.** .../...

Jacques-Marie Bourget à L'Expression : « L'Europe n'est qu'une simple colonie des Etats-Unis »

Publié par: Hocine NEFFAHle: 23 juin, 2023

afrique-asie.fr/jacques-marie-bourget-a-lexpression-leurope-nest-quune-simple-colonie-des-etats-unis/

Jacques-Marie Bourget est un écrivain et grand reporter de guerre. Il a couvert la guerre des Six-Jours, la guerre du Viêt Nam, la guerre du Liban, la guerre au Salvador, la première et la seconde Intifada, la première guerre du Golfe, la guerre de l'Ex-Yougoslavie.
Il a été blessé par un soldat de l'entité sioniste lors de son déplacement en Palestine pour rapporter la véritable réalité du peuple palestinien qui croupit sous la barbarie sioniste en remettant ainsi en cause l'archétype des médias occidentaux en montrant une entité sioniste avec une série de mensonges bien ciselée. Dans cet entretien, Jacques-Marie Bourget ne va pas avec le dos de la cuillère pour qualifier l'Occident comme «*simple colonie des Etats-Unis, bien même incapable d'être hypocrite puisqu'elle n'est qu'obéissante*».
Il appréhende le conflit qui se déroule en Ukraine en soulignant que «*Le Vieux monde occidental est au bout de sa route. Échec des guerres néo-impérialistes, fin de l'hégémonie mondiale américaine, montée d'un nouveau pouvoir de non-alignés avec le groupe du BRICS*». À propos de l'Algérie, Jacques-Marie Bourget considère que «*l'élection historique de l'Algérie comme membre non permanent du Conseil de sécurité, avec un score écrasant, symbolise cette pensée nouvelle qui s'esquisse à travers le nouveau monde multilatéral*».
Beaucoup de questions ont été soulevées en rapport avec la **nouvelle géopolitique qui se dessine à l'horizon** et d'autres d'ordre stratégique.

L'Expression: Y a-t-il selon vous, une **approche hypocrite de l'Occident, alimentée par les grands médias européens ?**

Jacques-Marie- Bourget: Le problème est, qu'hélas, l'Europe n'a pas de visage puisqu'elle n'a pas d'existence propre, de personnalité, de volonté, de caractère. L'Europe n'est qu'une simple colonie des Etats-Unis, bien même incapable d'être hypocrite puisqu'elle n'est qu'obéissante. C'est un continent qui ne se pose aucune question, tel un chien de meute, il fonce. C'est effrayant de voir une mosaïque de nations se suicider. Toute intelligence a disparu et règnent la démagogie, l'ignorance et la bêtise. Les quelques voix lucides sont inaudibles ou condamnées par la justice, comme c'est le cas en Allemagne. Les populations sont atones, abruties par un

matraquage médiatique qui répète les mêmes vérités-slogans en boucle. Attendons le chaos, la faillite et, espérons-le, la révolte.

Le monde connaît de grands bouleversements géostratégiques. Est-ce le début de la fin d'un Occident arrogant et ses médias aux ordres de grand capital ?

Le Vieux monde occidental est au bout de sa route. Échec des guerres néo-impérialistes fin de l'hégémonie mondiale américaine, montée d'un nouveau pouvoir de non- alignés avec le groupe du BRICS, refus d'obéissance à Washington, rapprochement entre l'Iran et l'Arabie saoudite: l'avenir s'annonce sombre pour la coalition de l'Otan. Une véritable Europe, intelligente soucieuse de son destin et du bonheur de ses peuples, devait comprendre que son avenir ne se jouait pas à l'Ouest, mais à l'Est. Depuis plus de quatre siècles, la Russie appartient culturellement, économiquement à l'histoire de l'Europe. Rappelons De Gaulle qui voulait construire une «*Europe de l'Atlantique à l'Oural*». Ã l'époque, c'était le moyen d'échapper à la tutelle américaine, et celui de se construire un avenir durable. Au XVIII e siècle, on parlait français à la cour de Saint-Pétersbourg. Voltaire, Descartes et les encyclopédistes étaient les protégés par Catherine II. Les écrivains russes sont notre bien commun, tout comme les peintres jusqu'à Malevitch et Kandinsky, ou les musiciens avec Stravinsky. Actuellement nous assistons au massacre de ce trésor qui est aussi notre culture. Tout ce passé, les Buffalo Bill de Washington l'ignorent, et les Européens qui le connaissent font en sorte de l'oublier.

Le monde unipolaire est en train de s'émietter sur fond de crise en Ukraine. L'avènement d'un monde multipolaire pourrait-il remodeler les relations internationales vers une détente ?

Contrairement à ce que l'on pourrait imaginer, je crois que nous allons vers un apaisement mondial obligatoire. En Ukraine, les Etat-Unis mènent un ultime combat alors qu'ils ont perdu tous les autres, du Vietnam à l'Afghanistan, à l'Irak et la Syrie. Il y a cette Chine que l'on gonfle comme un épouvantail ? Mais qui peut imaginer Washington attaquer la Chine avec – comme prétexte- un pan de terre nommé Taïwan ? Tout cela relève de l'agitation médiatique, il faut, pour terroriser les peuples, les tenir en main, leur faire peur avec un croquemitaine. **Le monde est en train de se reconstruire autour du BRICS et des non-alignés qui adhèrent à ses objectifs**. La manière de voir change aussi dans les organismes internationaux. Ce qui était impossible devient possible, on peut maintenant voter contre l'Amérique et l'Occident. L'élection historique de l'Algérie comme membre non permanent du Conseil de sécurité, avec un score écrasant, symbolise cette pensée nouvelle. Le démographe français Emmanuel Todd a une analyse très juste de ce qui arrive à l'Occident. Ce

dernier, qui s'estime le garant et propriétaire de la «démocratie», entend imposer ses critères de vie au reste de la planète. Un exemple caricatural : si vous n'instaurez pas le mariage homosexuel dans votre pays, vous êtes un État totalitaire. Todd nous rappelle que les structures familiales, dans le monde, restent très majoritairement un élément de référence, construit sur un mode classique, père, mère, filles, garçons. Face à cette culture qu'elle entend mettre en l'air, la croisade «démocratique» occidentale ne peut que provoquer un fracas. .../...

L'Afrique souveraine ?

20 Avr 2023 Vijay Prashad / Mikaela Erskog

investigaction.net/fr/lafrique-souveraine/

Malgré les efforts des mouvements de décolonisation, les intérêts économiques occidentaux ont fini par s'imposer dans la politique africaine. Mais le **refus de l'Afrique de s'aligner sur la nouvelle guerre froide** laisse penser qu'un autre monde est possible.
Mikaela Erskog est une enseignante et une chercheuse sud-africaine. Elle travaille en étroite collaboration avec les programmes éducatifs du syndicat national des métallurgistes d'Afrique du Sud (National Union of Metalworkers of South Africa ou NUMSA). [**Vijay Prashad** est un historien, éditeur et journaliste indien. Il est écrivain et correspondant en chef de *Globetrotter Media*]

Lors de la conférence de Munich sur la sécurité qui s'est tenue le mois dernier, la Première ministre namibienne Saara Kuugongelwa-Amadhila a été interrogée sur la décision de son pays de s'abstenir de voter sur une résolution de l'Assemblée générale des Nations unies visant à condamner la Russie pour la guerre en Ukraine. Kuugongelwa-Amadhila, économiste de formation et en poste depuis 2018, n'a pas bronché. « *Nous encourageons une résolution pacifique de ce conflit* », a-t-elle déclaré, « *afin que le monde entier et toutes ses ressources puissent se concentrer sur l'amélioration des conditions de vie des gens dans le monde, au lieu de servir à acquérir des armes, à tuer des gens et à provoquer, en fait, des hostilités*. » L'argent consacré à l'armement, a-t-elle poursuivi, « *pourrait être mieux utilisé pour promouvoir le développement en Ukraine, en Afrique, en Asie, dans d'autres régions, en Europe même, où de nombreuses personnes connaissent des difficultés*. »

Le tribut à l'histoire
Ce point de vue fait l'objet d'un large consensus sur le continent africain. En

septembre, le président sénégalais Macky Sall, président de l'Union africaine, s'est fait l'écho de l'appel à un règlement négocié, notant que l'Afrique souffrait des effets de l'inflation des prix des denrées alimentaires et des carburants induite par les sanctions, tout en étant entraînée dans le conflit que les États-Unis ont provoqué avec la Chine. « *L'Afrique a payé un tribut suffisamment lourd à l'histoire et ne veut pas être le terreau d'une nouvelle guerre froide, mais plutôt un pôle de stabilité et d'opportunités ouvert à tous ses partenaires* », a-t-il déclaré.
Le « tribut à l'histoire » et ses emblèmes sont bien connus : les ravages causés par la traite transatlantique des esclaves, les horreurs du colonialisme, l'atrocité de l'apartheid et la création d'une crise permanente de la dette grâce à des structures financières néocoloniales, entre autres. Tout en enrichissant les nations européennes et en stimulant leurs progrès industriels, **le colonialisme a réduit le continent africain à un rôle de fournisseur de matières premières et de consommateur de produits finis.** Les conditions commerciales ont entraîné ses États dans une spirale d'endettement et de dépendance. Les tentatives de sortir de cette situation (**Kwame Nkrumah** au Ghana ou **Thomas Sankara** au Burkina Faso) se sont soldées par des coups d'État soutenus par l'Occident. Le développement technologique au nom du progrès social est devenu impossible. Ainsi, **malgré d'immenses richesses naturelles et minérales et d'immenses capacités humaines, plus d'un tiers de la population africaine vit aujourd'hui en dessous du seuil de pauvreté**, soit près de neuf fois plus que la moyenne mondiale. À la fin de 2022, la dette extérieure totale de l'Afrique subsaharienne atteignait le chiffre record de 789 milliards de dollars : c'est deux fois plus qu'il y a dix ans, et **60 % du produit intérieur brut du continent**.
Au siècle dernier, les principaux critiques de cette dynamique coloniale ont été Nkrumah et **Walter Rodney**. Pourtant, peu d'études contemporaines perpétuent leur héritage. Sans cet héritage, nous manquons souvent de la clarté conceptuelle nécessaire pour analyser la phase actuelle du néocolonialisme, dont les concepts de base (l'« **ajustement structurel** », la « **libéralisation** », la « **corruption** », la « **bonne gouvernance** ») sont **imposés par les institutions occidentales aux réalités africaines.**
Cependant, comme le montrent les déclarations de Sall et de Kuugongelwa-Amadhila, les crises conjoncturelles récentes (la pandémie de Covid, la guerre en Ukraine, les tensions croissantes avec la Chine) ont mis en évidence le fossé politique grandissant entre les États occidentaux et africains. Alors que les premiers se précipitent dans un conflit entre grandes puissances avec des enjeux nucléaires terrifiants, les seconds craignent que le bellicisme n'affaiblisse encore leurs perspectives de développement.

Des liens plus étroits avec la Chine
À mesure que les nations africaines s'éloignaient des puissances

occidentales, nombre d'entre elles se rapprochaient de la Chine. En 2021, 53 pays du continent avaient rejoint le **Forum sur la coopération sino-africaine** (FOCAC), conçu pour renforcer les relations commerciales et diplomatiques. Au cours des deux dernières décennies, le commerce bilatéral a augmenté chaque année, passant de 10 milliards de dollars en 2000 à 254,3 milliards de dollars en 2021, de sorte que la République populaire de Chine est devenue le principal partenaire commercial de la majorité des États africains. Lors de la huitième conférence du FOCAC, la Chine a annoncé qu'elle importerait pour 300 milliards de dollars de produits manufacturés en provenance des pays africains d'ici 2025 et qu'elle augmenterait le commerce sans droits de douane, renonçant par la suite aux droits de douane sur 98 % de produits imposables en provenance des douze nations africaines les moins développées. Les séquelles du colonialisme font que le commerce extérieur de l'Afrique est encore largement financé par la dette ; ses exportations sont principalement constituées de matières premières non transformées, tandis que ses importations sont essentiellement constituées de produits finis. Pour la Chine, les investissements en Afrique sont motivés par le désir de renforcer son rôle dans la chaîne mondiale des produits de base et par des impératifs politiques tels que la nécessité d'obtenir le soutien de l'Afrique aux positions de la politique étrangère chinoise (sur Taïwan, par exemple). .../...

Interventions et déstabilisation

Il va sans dire que la militarisation de l'Afrique par l'Occident au cours de la dernière décennie n'a rien apporté à ses habitants. Tout d'abord, il y a eu la **guerre désastreuse de 2011 en Libye**, où l'OTAN a mené la campagne de changement de régime, faisant des centaines de victimes civiles et détruisant des infrastructures clés (y compris le plus grand projet d'irrigation au monde, qui fournissait 70 % de toute l'eau douce de la Libye). Dans son sillage, la région du Sahel a connu une recrudescence des conflits, dont beaucoup ont été alimentés par de nouvelles formes de milices, de piraterie et de contrebande. Peu après, la France a lancé des interventions au **Burkina Faso** et au **Mali**, interventions qui, au lieu de réparer les dégâts de la guerre occidentale en Libye, ont contribué à déstabiliser davantage le Sahel, permettant aux groupes djihadistes de s'emparer de vastes étendues de terre. L'engagement militaire français n'a pas permis d'atténuer les conditions d'insécurité. En effet, les classements de l'indice mondial du terrorisme se sont détériorés pour les deux pays : de 2011 à 2021, le Burkina Faso est passé de la 113e à la 4e place, tandis que le Mali est passé de la 41e à la 7e place. Pendant ce temps, les États-Unis ont poursuivi leur intervention de plusieurs décennies en **Somalie**, internationalisant les conflits locaux et renforçant les factions extrémistes violentes.

Le récent départ des troupes françaises de certaines parties du Sahel n'a guère réduit l'ampleur des opérations militaires occidentales dans la région.

Les États-Unis conservent leurs principales bases au Niger ; ils ont développé une nouvelle empreinte militaire au Ghana et ont récemment annoncé leur intention de maintenir une « présence persistante » en Somalie. Il est clair que le plan de l'Union africaine visant à « faire taire les armes » (sa campagne « *Silencing the Guns* » pour une Afrique sans conflit d'ici 2030) ne sera concrétisera jamais tant que les États occidentaux continueront à intervenir de manière sanglante et que les entreprises d'armement tireront des profits considérables des ventes d'armes aux acteurs étatiques et non étatiques. Alors que les dépenses militaires africaines ont explosé entre 2010 et 2020 (de 339 % au Mali, 288 % au Niger et 238 % au Burkina Faso), un cercle vicieux de militarisme et de sous-développement s'est progressivement consolidé. Plus on dépense d'argent pour l'armement, moins il y en a pour les infrastructures et le développement. Moins on dépense pour le développement, plus les risques de violence armée augmentent, ce qui incite à réclamer des dépenses militaires supplémentaires. .../...

Sécurité internationale : Le Mali plaide pour un changement de paradigme

Par L'Essor - 17 Août 2023 ; Souleymane SIDIBE

maliweb.net/securite/securite-internationale-le-mali-plaide-pour-un-changement-de-paradigme-3032817.html

La participation du ministre de la Défense et des Anciens combattants, le colonel **Sadio Camara**, à cette rencontre tenue dans la capitale russe prouve à suffisance l'intérêt renouvelé de la Russie pour faire entendre le point de vue du Mali sur la sécurité internationale. Cette rencontre atteste aussi de l'importance stratégique de la sécurité en Afrique et particulièrement au Sahel dans la recherche d'une sécurité globale. .../... Le colonel Sadio Camara a rappelé son exposé fait, il y a un [an], à cette même tribune, sur la vision malienne des défis sécuritaires, proposés et confrontés au continent africain en général avec un regard particulier sur l'Afrique de l'Ouest et le Sahel. Pour lui, cette situation malheureuse continue de se développer d'autant que les facteurs géopolitiques, climatiques et sociologiques sous-jacents, sont désignés tant à l'échelle mondiale, régionale que locale.

Pour le ministre en charge de la Défense, il est regrettable de constater qu'aujourd'hui encore, alors que l'Afrique reste gravement affectée par les grands problèmes mondiaux, **les puissances étrangères produisent de**

dicter les modes de gestion des crises africaines. « *L'actualité nous le montre encore avec les crises au Mali, au Burkina Faso et au Niger, états concernés du Sahel liés par la géographie, l'histoire et la sociologie* », a-t-il fait remarquer, tout en rappelant les raisons et l'échec des initiatives de coopérations militaires expérimentées pour les maîtriser.

Parlant des principaux défis sécuritaires du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, le ministre de la Défense et des Anciens combattants a laissé entrevoir que notre région est confrontée à une violence d'une rare portée dans son histoire qui se manifeste par des agissements de certains acteurs internes et externes qu'il classe selon leur motivation en groupes armés terroristes, groupes criminels transnationaux… Pour Sadio Camara, ces phénomènes efficaces ne sont que des symptômes superficiels d'un mal dont la racine est bien plus profonde.

« ***Les politiques publiques mises en œuvre ne correspondent pas au besoin des peuples et les élus sont en décalage croissant avec ceux qu['ils] sont censés représenter. Le fossé se creuse de jour en jour, les inégalités s'approfondissent en continu*** », a-t-il averti, [suggérant] que ces décalages s'expliquent par le fonctionnement de nos **jeunes états africains qui sont encore marqués par l'héritage des sombres périodes d'humiliation et de domination étrangère.**

STRATÉGIE PRÉMÉDITÉE DE DÉSTABILISATION - **Sous prétexte de politiques libérales d'ajustement structurel, les systèmes éducatifs africains ont été détruits et les systèmes de sécurité désarmés par l'ancien maître**, désormais reconverti en partenaire stratégique, a déploré le ministre Camara.
D'après lui, ce même partenaire stratégique qui agit seul, continue de renforcer sa domination et d'entretenir la dépendance. «*Toujours disposés à donner des leçons d'humanité, il s'appuie sur des leaders qu'il manipule pour ses intérêts souvent liés à l'exploitation des ressources naturelles*», a critiqué le ministre en charge de la Défense, rappelant l'attaque contre la Libye en 2011 qui est parfaite l'illustration de cette pratique mafieuse.

«*Cette stratégie préméditée de déstabilisation du Sahel a fait du Mali, la première victime, malheureusement sous les regards moqueurs et condescendants des voisins inconscients du danger qui les guette*», a fustigé le colonel Sadio Camara qui a fait remarquer que le feu s'est étendu dans toute la région. « *Nous vivons encore aujourd'hui les conséquences de cette tragédie* », a-t-il regretté. Avant d'indiquer que l'heure n'est ni à la victimisation ni au fatalisme. Mais, il s'agit plutôt de faire un diagnostic éclairé et lucide des raisons de l'échec des stratégies actuelles. Pour affronter ces défis, dira-t-il, les pays africains ont peu de chance de réussir tant qu'ils avancent en rangs dispersés.

Pour le ministre Camara, la seule solution pour les Africains de mener une politique réellement africaine, concertée, fondée sur les réalités et les besoins des peuples africains, est d'avoir le courage de défendre nos intérêts surtout lorsque ceux-ci sont opposés à ceux des puissances extérieures à l'Afrique. A cet effet, il a rappelé que notre gouvernement a fait le choix courageux et lucide de changer sa stratégie sécuritaire après avoir fait le constat réaliste de l'échec des stratégies imposées, caractérisé par le déploiement de dizaines de milliers de militaires étrangers sans impact positif pour les populations. .../...
Enfin, le colonel Camara a appelé la jeunesse africaine à se lever pour défendre ses intérêts et son honneur, car, dira-t-il, personne d'autre ne le fera puisque c'est une responsabilité générationnelle.

Le Niger marque le quatrième coup d'État anti-occidental au Sahel

Par Kambale Musavuli, Vijay Prashad ; Arrêt sur info — 03 août 2023
[**Vijay Prashad** est un historien, éditeur et journaliste indien. .../... **Kambale Musavuli**, originaire du Congo (RDC), basé à Accra au Ghana, est analyste politique au Centre de recherche sur le Congo-Kinshasa.]

arretsurinfo.ch/le-niger-marque-le-quatrieme-coup-detat-anti-occidental-au-sahel/

Chacun de ces coups d'État a été mené par des officiers militaires, irrités par la présence des troupes françaises et américaines et par les crises économiques permanentes, infligées à leurs pays, écrivent Vijay Prashad et Kambale Musavuli.

Le 26 juillet à 3 heures du matin, la garde présidentielle a arrêté le président **Mohamed Bazoum** à Niamey, la capitale du Niger. Les troupes, dirigées par le général de brigade **Abdourahmane Tchiani**, ferment les frontières du pays et décrètent un couvre-feu.
Le coup d'État a été immédiatement condamné par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, par l'Union africaine et par l'Union européenne. La France et les États-Unis, qui ont des bases militaires au Niger, ont déclaré qu'ils suivaient la situation de près.
Un bras de fer entre l'armée – qui se dit pro-Bazoum – et la garde présidentielle a menacé la capitale, mais il s'est rapidement estompé. Le 27 juillet, le général Abdou Sidikou Issa de l'armée, a publié un communiqué disant qu'il acceptait la situation pour "*éviter un affrontement meurtrier entre les différentes forces qui (…) pourrait provoquer un bain de sang*".

Le 28 juillet, Tchiani a annoncé à la télévision qu'il était le nouveau président du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP).
Le coup d'État au **Niger** fait suite à des coups d'État similaires au **Mali** (août 2020 et mai 2021), au **Burkina Faso** (janvier 2022 et septembre 2022) et en **Guinée** (septembre 2021). Chacun de ces coups d'État a été mené par des officiers militaires irrités par la présence des troupes françaises et américaines et par les crises économiques permanentes infligées à leurs pays.

Cette région d'Afrique – le Sahel – a été confrontée à une cascade de crises : la dessiccation des terres due à la catastrophe climatique ; la montée du militantisme islamique due à la guerre de l'OTAN en Libye en 2011 ; l'augmentation des réseaux de contrebande pour le trafic d'armes, d'êtres humains et de drogues à travers le désert ; l'appropriation des ressources naturelles – y compris l'uranium et l'or – par des entreprises occidentales qui n'ont tout simplement pas payé correctement pour ces richesses ; et l'enracinement des forces militaires occidentales à travers la construction de bases et le fonctionnement de ces armées en toute impunité.

Deux jours après le coup d'Etat, le CNSP a annoncé les noms des 10 officiers qui le dirigent. Ils sont issus de l'ensemble des forces armées, de l'armée de terre (le général Mohamed Toumba) à l'armée de l'air (le colonel-major Amadou Abouramane) en passant par la police nationale (le directeur général adjoint Assahaba Ebankawel).
Il est désormais clair que l'un des membres les plus influents du CNSP est le général **Salifou Mody**, ancien chef d'état-major de l'armée et dirigeant du Conseil suprême pour la restauration de la démocratie, qui a mené le coup d'État de février 2010 contre le président Mamadou Tandja et qui a gouverné le Niger jusqu'à ce que le prédécesseur de Bazoum, **Mahamadou Issoufou**, remporte l'élection présidentielle de 2011. .../... Il est important de noter que Mody est perçu comme un membre influent du CNSP en raison de son influence au sein de l'armée et de ses contacts internationaux.
.../...
Une source très bien informée au Niger nous dit que la raison pour laquelle les militaires ont agi contre Bazoum est qu'il "*est corrompu, que c'est un pion de la France. Les Nigériens en avaient assez de lui et de sa bande. Ils sont en train d'arrêter les membres du système déchu, qui ont détourné des fonds publics, et dont beaucoup se sont réfugiés dans des ambassades étrangères*".
La question de la corruption plane sur le Niger, un pays qui possède l'un des gisements d'uranium les plus lucratifs au monde. La "corruption" dont on parle au Niger ne concerne pas de petits pots-de-vin versés par des fonctionnaires, mais **toute une structure – mise en place pendant la**

période coloniale française – qui empêche le Niger d'établir sa souveraineté sur ses matières premières et sur son développement. Au cœur de la "corruption" se trouve la soi-disant coentreprise entre le Niger et la France, appelée Société des mines de l'Aïr (Somaïr), qui possède et exploite l'industrie de l'uranium dans le pays.

Il est frappant de constater que 85 % des parts de la Somaïr sont détenues par le Commissariat à l'énergie atomique de France et deux entreprises françaises, alors que le gouvernement nigérien n'en possède que 15 %. Le Niger produit plus de 5 % de l'uranium mondial, mais son uranium est de très haute qualité. **La moitié des recettes d'exportation du Niger provient des ventes d'uranium, de pétrole et d'or.** En France, une ampoule sur trois est alimentée par de l'uranium nigérien, alors que 42 % de la population de ce pays africain vit en dessous du seuil de pauvreté. **Depuis des décennies, le peuple nigérien voit ses richesses lui filer entre les doigts**. Preuve de la faiblesse du gouvernement, au cours de la dernière décennie, **le Niger a perdu plus de 906 millions de dollars en seulement 10 procédures d'arbitrage engagées par des sociétés multinationales devant le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements et la Chambre de commerce internationale.**

La France a cessé d'utiliser le franc en 2002 lorsqu'elle est passée à l'euro. Mais 14 anciennes colonies françaises ont continué à utiliser la Communauté financière africaine (CFA), ce qui confère d'immenses avantages à la France. Cinquante pour cent des réserves de ces pays doivent être détenues par le Trésor français et les dévaluations du CFA par la France – comme en 1994 – ont eu des effets catastrophiques sur les pays qui l'utilisent.
En 2015, le président tchadien **Idriss Déby Itno** a déclaré que le CFA "*tire les économies africaines vers le bas*" et qu'il était "*temps de couper le cordon qui empêche l'Afrique de se développer*". **Dans tout le Sahel, on parle désormais non seulement du retrait des troupes françaises – comme cela a été le cas au Burkina Faso et au Mali – mais aussi d'une rupture avec l'emprise économique de la France sur la région.**

Le nouveau non-alignement
Lors du sommet Russie-Afrique 2023 en juillet, le président du Burkina Faso, **Ibrahim Traoré**, portait un béret rouge qui faisait écho à l'uniforme du leader socialiste assassiné de son pays, Thomas Sankara.
M. Traoré a réagi vivement à la condamnation des coups d'État militaires dans le Sahel, y compris à la récente visite d'une délégation de l'Union africaine dans son pays. "*Un esclave qui ne se rebelle pas ne mérite pas de pitié*", a-t-il déclaré. "*L'Union africaine doit cesser de condamner les*

Africains qui décident de se battre contre leurs propres régimes fantoches de l'Occident. .../...

Crise Nigérienne: La CEDEAO, face à ses contradictions dues à son manque d'indépendance.

Par Samari Tchadjobo [en Allemagne] - 14 août 2023
[Ancien Journaliste à TVT (Télévision Togolaise), membre de la Diaspora en Allemagne]

27avril.com/blog/opinion/crise-nigerienne-la-cedeao-face-a-ses-contradictions-dues-a-son-manque-dindependance [Par https://www.]

Interviendra-t-elle? N'interviendra-t-elle pas? Telle est la lancinante question que tout le monde, en Afrique de l'ouest, en Afrique et dans le monde entier, se pose. Il s'agit bien sûr de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Une CEDEAO créée en 1975 et programmée pour être une communauté au service des peuples, s'est peu à peu avilie pour devenir une coquille vide, un syndicat des chefs d'état qui ne brille que par sa solidarité dans le mal. Aujourd'hui c'est la crise politique au Niger, un pays du Sahel, où des militaires ont perpétré un coup de force contre le président Mohamed Bazoum et le tiennent en otage. Après donc le Mali, le Burkina-Faso et la Guinée, c'est au tour de la garde présidentielle nigérienne d'essayer d'étendre l'influence du pouvoir kaki en Afrique de l'ouest. Et les militaires de ce pays confronté au terrorisme n'ont pas l'intention de plaisanter. Non seulement ils ont ignoré l'ultimatum fixé par les chefs d'état du syndicat pour remettre le pouvoir au président déchu, mais les militaires putschistes nomment un premier ministre civil et un gouvernement.

«*Ce qui frappe à l'oeil de tout observateur, c'est que la position incompréhensible des chefs d'états de la CEDEAO, vis-à-vis du Niger, ressemble curieusement et comme par hasard à la position française*. ***Les autorités françaises, pour leurs intérêts impérialistes, ne veulent pas entendre de cette oreille qu'il y ait changement de régime politique au Niger.*** *Et nous avons l'impression que nos présidents au sein de la CEDEAO sont en train de faire le travail pour la France qui ne veut pas se salir les mains; et pour faire plaisir à ce pays situé à des milliers de kilomètres en Europe, les dirigeants de l'Afrique de l'ouest sont prêts à faire mal à l'un de leurs frères, en allant faire verser du sang pour remettre en selle le président déchu qui a la faveur des Français*.» C'est ce que nous écrivions la semaine passée pour souligner le caractère incompréhensible

de la décision des chefs d'état de la CEDEAO qui se comportent comme si toute l'Afrique de l'ouest était un îlot de démocratie et que seul le Niger passait pour être la seule brebis galeuse. Loin de nous l'intention de faire l'apologie des coups d'état; mais la forte fièvre qui pourrait menacer la vie humaine a toujours une cause à laquelle il faut s'attaquer pour prévenir les cas d'urgences. Nous soulignions la curieuse ressemblance de la position des autorités françaises et celle des chefs d'état de la CEDEAO vis-à-vis du coup d'état au Niger.

Beaucoup d'intellectuels, hommes politiques en dehors du pouvoir, citoyens de la rue, sur le continent et dans la diaspora, ont marqué, d'une façon ou d'une autre, leur désaccord quant à une éventuelle intervention militaire des pays de la CEDEAO au Niger. Le coup de force dans ce pays du Sahel, comme toutes les autres intrusions des militaires sur la scène politique ici et là sur le continent noir, qui ne sont pas forcément la meilleure solution, peut être condamnable; mais **chercher à verser de l'huile sur le feu pour envenimer une situation déjà intenable à cause du terrorisme, et faire souffrir d'innocentes populations pour des considérations politiciennes pour lesquelles elles ne peuvent pas grand'chose, serait irresponsable de la part d'une communauté supposée avoir été créée pour travailler pour la paix.** Et l'impossibilité de parler d'une voix pour une intervention militaire ou non au Niger est l'image que nous renvoient aujourd'hui les chefs d'état du fameux syndicat de la CEDEAO. .../...

Selon des rumeurs qui circulent sur les réseaux sociaux, le président de fait du Togo, **Faure Gnassingbé**, serait l'un des chefs d'état de la CEDEAO qui s'opposeraient à une intervention militaire au Niger. Une information, si elle était vraie, surprendrait, surtout que le chef de l'état togolais était présent à Abuja où la décision d'intervenir militairement dans ce pays du Sahel est prise. .../...
Mais sincèrement entre nous, Faure Gnassingbé ne serait-il pas aujourd'hui pris entre le marteau et l'enclume? D'un côté, il ne peut pas ouvertement s'opposer à une intervention militaire au Niger, au risque de s'attirer le courroux de Paris qui le soutient dans ses **dérives dictatoriales au Togo depuis 18 ans**. De l'autre côté, Faure Gnassingbé sait que ce qui se passe chez lui en termes de **mauvaise gouvernance politique et violations massives des droits humains** ne lui donne aucune légitimité pour donner des leçons à qui que ce soit, et moins encore au Niger. À l'image de la CEDEAO, le président togolais, Faure Gnassingbé, s'embrouille dans ses contradictions et ne sait vraiment pas à quoi s'en tenir dans la crise nigérienne, pour ne pas froisser les uns et les autres, et surtout pour ne pas mettre en danger son pouvoir qu'il veut éternel.

Géopolitique au Sahel : La France, prise dans son propre piège ?

Par Dr. Allaye GARANGO, enseignant chercheur – Ensup /Bamako (Mali) - 10 Août 2023

maliweb.net/economie/cooperation/geopolitique-au-sahel-la-france-prise-dans-son-propre-piege-3032022.html

Depuis un moment, on assiste en Afrique de l'ouest, en l'occurrence au Sahel, à des soulèvements contre des pouvoirs dits démocratiques (parce qu'issus des élections) mais aussi à la résurgence des coups d'Etat militaires. [De] même, les masses africaines sont nombreuses à rejeter la politique hexagonale dans leurs pays. Alors que la géopolitique se reconfigure au Sahel. La France serait-elle en train d'être prise dans son propre piège ?

De prime abord, il est important de rappeler une partie de l'histoire universelle de la France. Laquelle fut, lors de la seconde guerre mondiale, annexée pendant quatre ans (1940-1944), occupée et divisée en plusieurs zones par l'Allemagne. Qui à cette époque, avait tous les moyens d'y rester aussi longtemps qu'elle voudrait pour l'exploiter économiquement. Oubliant ce pan important de sa douloureuse histoire, la France pendant près d'un siècle, occupe, domine et exploite les ressources de l'Afrique, sans se soucier des lendemains des africains.

La France entre ses années fastes et la fin de son hégémonie en Afrique !

Dans la deuxième moitié du XIXè siècle, attirée par les richesses insoupçonnées de l'Afrique, la France s'aventure dans la colonisation de celle-ci, suivant l'esprit de la Conférence de Berlin de 1885, d'où est partie l'idée du partage du continent, entre les pays vainqueurs de la guerre mondiale de 1945. Mais c'est surtout en Afrique de l'Ouest que la France trouve sa grosse part de « pitance ».

Pour ce faire, elle y implante un vaste empire colonial de 13,5 millions km² où elle étend sa présence militaire et sa domination, en vue d'exploiter sans discernement, les ressources de celui-ci. En 1850 et en dépit des résistances héroïques menées partout par d'intrépides rois guerriers, le Mali devient une colonie française sous l'appellation de Soudan-français, suivi d'une occupation progressive et totale de son territoire. C'est le début d'une longue période de politique de domination et d'exploitations économiques qui se poursuivent encore de nos jours au Mali, mais également au Bénin, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Gabon, au Niger et au Tchad, etc.

Les années 1960 marquent les indépendances de ces pays, octroyées par

la France qui les considère aujourd'hui encore, comme son pré-carré, voire ses territoires où, pour [son compte], elle maintient sa forte présence militaire et sa domination sur l'essentiel des ressources qu'elle exploite sans se soucier de l'avenir de ces pays qu'elle occupe pour **des raisons de géostratégie**. La géostratégie étant, l'ensemble des stratégies militaires mises en œuvre par un pays, une puissance, afin d'établir ses rapports de force et de s'assurer la suprématie, de s'approprier des ressources d'un espace géographique (territoire, mer, air, espace), conquis.
Au cours de la période post-coloniale, la France adopte une posture de « putschiste » et un tempérament de dominateur absolu, en s'arrogeant tous les privilèges, tous les droits, en faisant et en défaisant les dirigeants africains de son pré-carré, qui ont remis ou ont tenté de remettre en cause ses intérêts géostratégiques ou encore, ont opté pour le socialisme ou le communisme. Voies contraires à sa **vision impérialiste et néocolonialiste**. Ainsi, tour à tour, ces dirigeants seront évincés du pouvoir avec les premiers coups d'Etat de l'ère post-coloniale. Il s'agit entre autres, de **Léon Mba** du **Gabon** en 1964, de **David Dacko** de la **Centrafrique** et de **Maurice Yaméogo** de la **Haute Volta** en 1966, de **Modibo Kéïta** du **Mali** en 1968, de **Hamani Diori** du **Niger** en 1974 et de **Moktar Ould Daddah** de la **Mauritanie** en 1978.
Ce qui permet désormais à la France de faire mains basses sur toutes les ressources naturelles (or, uranium, pétrole, bauxite, bois, etc.), dans ce vaste espace pendant près d'un siècle. .../... Toutes choses qui ont permis de découvrir **le vrai visage d'une France néocolonialiste, paternaliste, prédatrice et hypocrite qui aura commis l'erreur de soutenir des années durant, des dirigeants mal élus, contestés et impopulaires bien qu'elle ait toujours réclamé et imposé le modèle démocratique comme mode de gouvernance politique et institutionnelle dans tous ces pays**. A partir de 2020, la jeunesse consciente, avant-gardiste et panafricaniste, se révolte contre l'ordre établi par la France.
Ainsi, partout dans le Sahel, cette jeunesse proteste pour remettre en cause, l'hégémonie française, en **dénonçant ses intérêts économiques et financiers et son attitude arrogante, condescendante et méprisante**. Une situation de fait, qui explique la série de coups d'Etat militaires au Mali en 2020, en Guinée-Conakry en 2021, au Burkina Faso en 2022 et le 26 juillet 2023 au Niger où depuis, un bras de fer s'est engagé entre les putschistes et les dirigeants de la CEDEAO qui exigent le retour au pouvoir, du président **Mohamed Bazoum**, au nom de ce qu'ils appellent démocratie. .../...
C'est dans ce contexte que la politique française menée par un homme immature aux discours arrogants, haineux, incendiaires et cyniques, le Président **Macron**, est décriée, désavouée, son héritage colonial malmené partout dans les pays du Sahel. La France autrefois puissance dominante, tremble, voit ces pays se lever debout sur les remparts, réclamant leur libération et leur vraie souveraineté. Désormais, elle doit faire face à une

vague irrépressible des peuples du Sahel en colère, **déchaînés contre sa domination et le pillage de leurs ressources**. Comme pour ne rien arranger, les autorités du Mali, du Burkina Faso et du Niger, prennent des décisions courageuses. .../...

En France, l'arrivée d'Emmanuel Macron à la tête du pays en 2017, montre le vrai visage du pouvoir politique en France. Sa politique intérieure et extérieure qui manque de pragmatisme, est désavouée par une certaine classe politique et de plus en plus par ses citoyens. Depuis quelques années, des mouvements de contestations se multiplient et s'intensifient partout en France, contre la gouvernance macronnienne. Il s'agit entre autres, des manifestations des *Gilets jaunes* en 2018 contre la hausse des prix du carburant, de celles de 2022, dénonçant les réformes de départ à la retraite et des violences urbaines de juillet 2023, suite à la mort de Nahel, un adolescent de 17 ans tué par un policier, etc. Toutes ces manifestations ont été violemment réprimées, **des arrestations extra-judiciaires opérées, des libertés publiques limitées**, etc. Ce qui fera dire à certaines personnalités politiques françaises, que la France est devenue une dictature. Dans les cas africains et français, n'est-on pas passé de la démocratie à la ploutocratie ? .../... Dans ces conditions, la France peut-elle aujourd'hui s'évertuer à donner des leçons de démocratie aux pays africains ? **C'est à cause de sa politique hypocrite, irréaliste, perfide et dévastatrice qu'elle a perdu sa crédibilité sur le continent africain**. .../... **Dans ces pays, ce sont des populations et une jeunesse consciente qui exigent de leurs dirigeants, un nouvel ordre mondial dans les relations internationales, autrement dit, un monde multipolaire où les influences hégémoniques sont cette fois-ci, partagées entre plusieurs pôles, communément appelés grandes puissances**. .../...
Ce qui, depuis quelques années, a bouleversé la géopolitique mondiale avec d'une part, la Russie et la Chine qui s'affirment et étendent leurs influences, voire leur suprématie politique et économique et d'autre part, les Occidentaux (France, Allemagne, Espagne, Royaume-Uni, etc.) et les USA qui perdent, de plus en plus, du terrain en Afrique, particulièrement au Sahel, où la bipolarisation du monde n'est plus d'actualité au nom d'une reconfiguration de la géopolitique mondiale. La France dans la tourmente de la reconfiguration de la géostratégie et de la géopolitique mondiales, a contribué à son effacement et à sa propre déliquescence face à des Etats africains qui réclament avec force, leur indépendance et leur souveraineté pleine et entière.

Envoi personnel du 15/08/2023 d'un article par Martine BOICHOT CAMARA
Suscitant la confection d'un petit dossier spécial sur relations "France-Afrique"...

RUPTURE DES ACCORDS COLONIAUX ENTRE MALI ET FRANCE

Source originelle de référence de toute évidence d'après mes recherches :
"***Le pacte colonial Français***" du samedi 29 mars 2014 par **Mawuna Remarque KOUTONIN** à
arsytek.org/DOCs/Le_pacte_colonial_Francais.pdf
Article original: siliconafrica.com/france-colonial-tax/ ; Traduit par l'équipe communication du Collectif Map
L'auteur est militant de la paix mondiale. Il est rédacteur en chef de SiliconAfrica.com et plus...
Autre transcription intéressante sur page Web en français :
Pourquoi les pays africains payent un impôt colonial en France malgré leur indépendance?
afrikhepri.org/pourquoi-les-pays-africains-payent-un-impot-colonial-en-france-malgre-leur-independance/

Parmi de multiples relais de publication dans Internet, citons :
- **Fin des accords coloniaux – France-Afrique : Et de un !** par Mouhamet NDIONGUE, 24 mars 2023
maroc-diplomatique.net/fin-des-accords-coloniaux-france-afrique-et-de-un/
"*Les anciennes colonies françaises sont indépendantes depuis 60 ans – mais seulement sur le papier. Car la France continue de tirer les ficelles avec l'aide des accords signés après les indépendances avec 14 pays d'Afrique francophones. Conséquence : ces pays voient leurs économies avoir du mal à véritablement démarrer. Avec la nouvelle génération de chefs d'Etats africains, la volonté d'en finir avec l'ancienne puissance coloniale est réelle, n'en déplaise à l'Elysée. Pour commencer les accords coloniaux jugés « injustes » sont remis en cause. La Mali n'a pas perdu du temps et a décidé de mettre définitivement fin à sa dépendance face à la France en annulant lesdits 11 accords « imposés »*."
ou ici, par exemple :
- **Les 11 composantes des accords post coloniaux avec la France** par

Prosper AKOUEGNON, 7 octobre 2016
africtelegraph.com/accords-post-coloniaux-france/
"*Peu de gens le savent. Mais il existe bel et bien des accords signés entre les anciennes colonies françaises et leur ancienne autorité administrative, la France. Ces accords concernent de nombreux domaines, tels que le militaire, le politique, mais surtout des accords économiques. Dans cet article, nous allons détailler les onze principales composantes de ces accords, signés juste avec les indépendances. Et qui sont toujours en vigueur. Et appliqués à la lettre par nos états…*"

Je vous invite à bien comprendre le dossier malien contre la France impérialiste.
Le Mali vient de mettre définitivement fin à sa dépendance face à la France en annulant les 11 accords coloniaux imposés aux pays africains depuis 1960. Après les indépendances, 14 pays francophones ont signé 11 accords avec la France qui sont les suivants :

ACCORD n^{0}1:

LA DETTE COLONIALE POUR REMBOURSEMENT DES BÉNÉFICES DE LA COLONISATION.

C'est-à-dire que les États nouvellement indépendants doivent rembourser le coût des infrastructures construites par la France pendant la colonisation.

Nous cherchons toujours le détail des coûts, l'évaluation des bénéfices et des conditions de paiements imposés par la France aux pays africains.

ACCORD n^{0} 2 :

LA CONFISCATION AUTOMATIQUE DES RÉSERVES FINANCIÈRES NATIONALES.

C'est-à-dire que les pays africains doivent déposer leurs réserves financières auprès de la Banque de France. Ainsi, la France « garde » les réserves financières de quatorze pays africains depuis 1961 : **le Bénin, le Burkina Faso, la Guinée Bissau, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Niger, le Sénégal, le Togo, le Cameroun, la République centrafricaine, le Tchad, le Congo-**

Brazzaville, la Guinée Équatoriale et le Gabon.

Ainsi, la gouvernance des politiques monétaires reste asynchrone et incomplète du fait qu'elle soit pilotée directement par le gouvernement français, sans aucun lien avec les autorités financières des pays tels que CEDEAO ou la CEMAC.

Ainsi, du fait des conditions qui lient les banques des 14 pays des zones économiques et financières CFA , elles sont obligées de garder 65 % de leurs réserves de change dans un compte d'opérations tenu par le Trésor français, ainsi que 20 % supplémentaire afin de couvrir « les risques financiers ».

En plus, les banques des zones CFA imposent une limite de crédit à chaque pays membre, équivalent à 20 % des recettes de l'état dans l'année budgétaire en cours , bien que le BEAC ou la BCEAO aient des possibilités de retraits supérieurs auprès du Trésor français. Ces retraits doivent faire d'abord l'objet de l'accord du Trésor français.

La décision finale revient donc au Trésor français qui a lui-même investi les réserves des pays africains sur la place boursière parisienne.

En d'autres mots, 85 % des réserves financières africaines, sont déposées sur un compte d'opération contrôlé par l'administration française.

Les deux banques de la zone CFA sont africaines de par leurs noms, mais ne décident aucune des politiques monétaires par elles -mêmes.

Le pire est que les pays eux-mêmes ne savent même pas quelle est la part de réserves financières qui leur revient.

ACCORD n^{0}3 :

LE DROIT DE PREMIER REFUS SUR TOUTE RESSOURCE BRUTE OU NATURELLE DÉCOUVERTE DANS LE PAYS.

C'est-à-dire que la France a le premier droit d'achat des ressources naturelles de la terre de ses ex-colonies. Ce n'est

qu'après que la France ait dit: « Je ne suis pas intéressée », que les pays africains sont autorisés à chercher d'autres partenaires.

ACCORD n^{0}4 :

PRIORITÉ AUX INTÉRÊTS ET AUX ENTREPRISES FRANÇAIS DANS LES MARCHÉS PUBLICS ET APPELS D'OFFRES PUBLICS.

Dans l'attribution des marchés publics, les entreprises françaises ont la priorité sur les appels d'offres. Même si les pays africains peuvent obtenir un meilleur rapport qualité-prix ailleurs.

En conséquence, dans la plupart des ex-colonies françaises, tous les leviers économiques des pays sont entre les mains des expatriés français. En Côte d'Ivoire, par exemple, les entreprises françaises possèdent et contrôlent tous les grands services publics dont l'eau, l'électricité, le téléphone, le transport aérien, les ports et les grandes banques. C'est la même chose dans le commerce, la construction et l'agriculture.

ACCORD n^{0}5 :

DROIT EXCLUSIF DE FOURNIR DES ÉQUIPEMENTS MILITAIRES ET DE FORMER LES OFFICIERS MILITAIRES DES COLONIES.

Grâce à un système sophistiqué de bourses, de subventions, et les « accords de défense » attachés au pacte colonial, les Africains doivent envoyer leurs officiers supérieurs en formation en France et ont obligation de se fournir en équipements militaires avec la France.

ACCORD n^{0}6 :

LE DROIT POUR LA FRANCE DE DÉPLOYER DES TROUPES ET D'INTERVENIR MILITAIREMENT DANS LE PAYS POUR DÉFENDRE SES INTÉRÊTS.

En vertu de ce qu'on appelle « les accords de défense » attachés au pacte colonial, la France a le droit d'intervenir militairement dans les pays africains, et aussi de stationner des troupes en permanence dans les bases et installations militaires, entièrement gérées par les Français.

ACCORD n^{0}7 :

L'OBLIGATION DE FAIRE DU FRANÇAIS LA LANGUE OFFICIELLE DU PAYS ET LA LANGUE POUR L'ÉDUCATION.

Une organisation de la langue française et de la diffusion de la culture française a même été créée. Elle s'appelle la « Francophonie » et possède plusieurs organisations satellites. Ces organisations sont affiliées et contrôlées par le ministre français des Affaires étrangères.

ACCORD n^{0}8 :

L'OBLIGATION D'UTILISER LE FRANC CFA (FRANC DES COLONIES FRANÇAISES D'AFRIQUE).

Bien que ce système ne soit pas partagé par l'Union européenne, les colonies françaises sont contraintes à utiliser exclusivement le FCFA.

ACCORD n^{0}9 :

L'OBLIGATION D'ENVOYER EN FRANCE, UN BILAN ANNUEL ET UN RAPPORT D'ÉTAT DES RÉSERVES. <u>PAS DE RAPPORT, PAS D'ARGENT</u>.

C'est-à-dire que le directeur des banques centrales des ex-colonies présente ledit rapport lors des réunions annuelles des ministres des Finances sur les ex-colonies. Ce rapport est ensuite compilé par la Banque de France et le Trésor français.

ACCORD n^{0}10 :

RENONCER À TOUTE ALLIANCE MILITAIRE AVEC D'AUTRES PAYS, SAUF AUTORISATION DE LA FRANCE.

La plupart de ces pays ont seulement des alliances militaires avec leurs ex-colonisateurs simplement par le fait que la France leur interdisait toute autre alliance militaire.

ACCORD n^{0}11 :

L'OBLIGATION DE S'ALLIER AVEC LA FRANCE EN CAS DE GUERRE OU DE CRISE MONDIALE.

Plus d'un million de soldats africains ont combattus pour la défaite du nazisme et du fascisme au cours de la Seconde guerre mondiale. Maintenant que la France est militairement liée à l'Union Européenne, à L'OTAN et aux Etats-Unis, l'Afrique sera de facto engagée au côté de la France en cas de 3ème guerre mondiale.

Chers compatriotes Africains, onze (11) accords sont toujours en vigueur entre la France et les 14 pays de la zone CFA, et aucun média Français ni leurs soi-disant spécialistes de L'Afrique ne parleront jamais de ces sinistres accords qui ont été imposés aux pays Africains de la zone CFA.

Chers compatriotes, voilà pourquoi nous ne cessons de dénoncer **cette colonisation qui se pratique désormais depuis 1960, par personnes interposées**, c'est à dire par des dirigeants de leurs choix qu'ils soutiennent et qu'ils protègent en leur imposant la dictature face à leurs propres peuples.

Ce qui nous intéresse aujourd'hui parmi ces onze accords, c'est le dixième (N^{0} 10) qui dit que les 14 pays de la zone CFA à travers l'accord, ne sont pas autorisés à avoir une alliance militaire avec d'autres pays et ne sont pas non plus autorisés à acheter du matériel militaire dans un autre pays Européen sans l'autorisation de la France, voilà pourquoi le Mali a été bloqué jusqu' aujourd'hui. Mais la situation étant débloquée, le Mali peut désormais coopérer librement avec tous les pays de la planète sans demander l'autorisation à la France.

Chers compatriotes, au regard de toutes ces escroqueries morales, physiques et psychologiques, la nouvelle génération africaine doit faire sa part de restauration des acquis nationaux

de notre continent afin de laisser un héritage digne aux futures générations.

Signé : **GRAH KOSSI-KOSSI**.
Stratégie Géopolitique

faisant écho à **Mawuna Remarque KOUTONIN**
"*Le pacte colonial Français*", document publié le samedi 29 mars 2014
arsytek.org/DOCs/Le_pacte_colonial_Francais.pdf

Article corroborant

Les accords économiques Afrique-France, une histoire négative

vendredi 11 juin 2021, par **Saïd Bouamama**

Source :
france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-28-ete-2021/debats/article/les-accords-economiques-afrique-france-une-histoire-negative

Au moment où se « négocient » les indépendances des colonies françaises d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Ouest, la France met en place « un système de coopération », c'est-à-dire comme le souligne le juriste **Guy Feuer**, « un ensemble organisé et articulé d'éléments plus ou moins interdépendants ». Le « **traité de coopération et de défense** » que la France signe formellement avec ses colonies est bâti selon une architecture et un contenu, uniques. Il inclut l'ensemble des domaines de coopération (Zone franc, coopération commerciale et douanière, coopération culturelle, coopération militaire, etc.).

Ce système s'impose en bloc pour l'ancienne colonie, comme le souligne de manière paternaliste le premier ministre **Michel Debré** le 15 juillet 1960, s'adressant au futur président de l'État gabonais : « *On donne l'indépendance à condition que l'État s'engage, une fois indépendant, à respecter les accords de coopération signés antérieurement. Il y a deux systèmes qui entrent en vigueur en même temps : l'indépendance et les accords de coopération. L'un ne va pas sans l'autre.* »

La **nature néocoloniale de ces accords** sera explicitement reconnue par le président Giscard d'Estaing quinze ans plus tard, lors d'une interview concernant le sommet franco-africain du 10 mai 1976 : « *Il faut enlever au concept de coopération la notion d'impérialisme sous toutes ses formes.* » Il est vrai que cet aveu se faisait dans un contexte de combat de nombreux pays du tiers-monde pour un « nouvel ordre économique mondial ». Après le traitement, dans un chapitre précédent, de la partie consacrée à la Zone franc de ces accords de coopération, penchons-nous sur les volets commercial, économique et douanier.

La « coopération » est la continuation de la colonisation par d'autres moyens

« L'histoire des accords franco-africains et malgaches ne se sépare pas de celles du groupe de Brazzaville, de l'UAM et de l'OCAM », rappelle le juriste Guy Feuer. Le groupe de Brazzaville est constitué de onze États francophones en décembre 1960 « *de tendance modérée, très favorables à la coopération avec la France* » souligne l'historien burkinabé, **Yakouba Zerbo**. Ces États constitueront l'Union africaine et malgache (UAM) en septembre 1961, qui se transforme en Organisation commune africaine et malgache (OCAM) en février 1965. Ces regroupements apparaissent en réponse et en contrepoids des États africains dénonçant le néocolonialisme, qui se regroupent au sein du groupe de Casablanca en janvier 1961. L'affrontement est immédiat entre les deux groupes sur la question de l'indépendance de l'Algérie, les membres du groupe de Brazzaville soutenant leur ancien colonisateur dans l'enceinte des Nations unies, alors que ceux du groupe de Casablanca soutiennent les nationalistes algériens. C'est dans ce contexte marqué par la guerre d'Algérie et par l'émergence d'une Afrique progressiste que s'élaborent les accords de coopération. Le leader ghanéen, **Kwame Nkrumah**, décrit comme suit cette période de transition :

« ***L'impérialisme, quand il se trouve en face de peuples militants des anciens territoires coloniaux d'Asie, d'Afrique, des Caraïbes et d'Amérique Latine, change de tactique. Sans hésitation, il se débarrasse de ses drapeaux et même de certains de ses représentants les plus haïs. Ceci veut dire, proclame-t-il, qu'il « donne » l'indépendance à ses anciens sujets, et que cette indépendance sera suivie d'une « aide » accordée à leur développement. Sous le couvert de phrases de ce genre, il met pourtant au point d'innombrables méthodes pour réaliser les objectifs qu'il atteignait naguère grâce au***

simple colonialisme. C'est l'ensemble de ces tentatives pour perpétuer le colonialisme sous couvert de « liberté » que l'on appelle <u>néocolonialisme</u> ».

La coopération envisagée n'est donc que la poursuite de la dépendance sous de nouveaux atours. Les responsables politiques de l'époque ne s'en cachent d'ailleurs pas, à commencer par le premier ministre que nous avons cité plus haut et par le général De Gaulle. Celui-ci revient sur les objectifs de la « coopération » dans une série d'interventions du début de la décennie 1960. Ces allocutions télévisées que l'on peut voir sur le Web en consultant le site de l'INA (*conférence de presse du 11 avril 1961, conférence de presse du 31 janvier 1964, allocution du 16 avril 1964,* etc.) répètent une même série d'arguments : fierté de l'œuvre accomplie dans les colonies, nécessité de poursuivre l'œuvre civilisatrice, changement d'époque rendant nécessaire la décolonisation, coopération comme relais pour garder des zones d'influences politiques et économiques face aux concurrents, etc. La coopération gaulliste est bien un <u>projet de maintien de la dépendance</u>, dans une forme moins décrédibilisée et moins délégitimée que la colonisation directe.

Il suffit de jeter un regard sur l'un de ces accords (copie conforme des autres), pour saisir les mécanismes de cette dépendance maintenue sur les plans économique, commercial et douanier. En voici quelques exemples :

L'accès aux minerais stratégiques : les accords signés entre la Centrafrique, le Congo, le Tchad et la France prévoient une annexe aux « matières premières et produits stratégiques », qui sont précisées comme suit : les hydrocarbures liquides ou gazeux, l'uranium, le thorium, le lithium, le béryllium, l'hélium. L'annexe énonce dans son article 4 :

« La République centrafricaine, la République du Congo et la République du Tchad réserveront à la satisfaction des besoins de leur consommation intérieure les matières premières et produits stratégiques obtenus sur leurs territoires. Elles accordent à la République française une préférence pour l'acquisition du surplus et s'approvisionnent par priorité auprès d'elle en ces matières et produits. Elles facilitent leurs stockages pour les besoins de la défense commune et lorsque les intérêts de cette défense l'exigent, elles prennent les mesures nécessaires pour <u>limiter ou interdire leur exportation à destination d'autre pays</u> ».

Dans un langage moins euphémisé, ces lignes se traduisent comme

suit : **les matières premières stratégiques de ces pays sont réservées à la France.**

L'accès aux marchés : les mêmes accords prévoient un accès privilégié aux marchés africains pour la France, libellé comme suit dans l'article 12 :

« Les parties contractantes conviennent de maintenir leurs relations économiques dans le cadre d'un régime préférentiel réciproque dont les modalités d'application pourront être précisées par accords spéciaux. Ce régime préférentiel a pour objet d'assurer à chacune des débouchés privilégiés : notamment dans le domaine commercial et tertiaire ainsi que dans celui des organisations de marchés. »

Dans un langage plus transparent, cet énoncé peut se traduire comme suit : **les exportations de produits agricoles et miniers des pays africains sont réservées à la France et l'accès aux marchés africains est prioritairement accordé aux entreprises françaises**. En outre, l'article 13 du même accord prévoit l'exonération des droits de douane pour les parties contractantes. « *Dès le début, d'âpres critiques se sont fait entendre en Afrique même, mais également en France et ailleurs* » rappelle le juriste international Guy Feuer en précisant, comme suit, ces critiques : « *Les milieux contestataires considéraient ces accords comme un pur instrument d'exploitation*. » [13] Les quelques exemples cités suffisent à illustrer que ces critiques n'étaient pas exagérées. « *Les accords bilatéraux de coopération concernent beaucoup moins les États africains que les grands groupes industriels français, ainsi que leurs centaines de filiales travaillant sur place en Afrique* », résume l'anthropologue congolais **Patrice Yengo**. …/…

Informations à l'appui :

Afrique noire: Fin des accords coloniaux, sortie de 75 ans de servitude monétaire ?

Par Thierry Amougou, Economiste, Université catholique de Louvain (UCL)
africa.la-croix.com/afrique-noire-fin-des-accords-coloniaux-sortie-de-75-ans-de-servitude-monetaire/
Dans cette tribune, il analyse la fin des accords coloniaux.
Le 26 décembre 2020 prochain est théoriquement une grande date pour plusieurs anciennes colonies françaises d'Afrique Subsaharienne. C'est

une date qui marque la fin formelle d'un néocolonialisme de fait, étant donné que c'est le 26 décembre 1945 qu'entra en vigueur le FCFA au travers duquel la France partit des terres africaines dans les discours en 1960, tout en gardant la main mise sur les économies puis les richesses du sol et de son sous-sol d'un grand nombre de pays africains.

Le FCFA : un dispositif de pillage, de tutelle et d'infantilisation des Africains

Faut-il le rappeler, les accords coloniaux, dans leur philosophie impériale postindépendances africaines, donnèrent le monopole de plusieurs richesses du sol et du sous-sol africain à la France et interdisaient, depuis 75 ans, à plusieurs pays africains de transformer leurs matières premières, de diversifier leurs partenaires commerciaux en dehors de l'ancienne métropole et de fabriquer les biens produits par la métropole. Le FCFA garantit cette escroquerie économico-financière et politique vieille de plusieurs décennies en étant, depuis 1945, la traduction de l'impérium monétaire français sur tous les pays africains dits de la Zone Franc. Ces accords coloniaux sont de ce fait un véritable dispositif de surveillance, de pillage, de contrôle et d'infantilisation de l'Afrique. Un tel mortier pernicieux pour l'indépendance réelle d'une grande partie du continent africain prouve que le discours diplomatique sous formes d'accords de coopération politique, militaire, économique et monétaire entre la France et les pays africains de la Zone Franc repose sur un marché de dupe historique qui ne peut qu'accoucher d'accords léonins qui assurent l'enrichissement et le rayonnement géopolitique et géostratégique de la France au détriment de l'Afrique, de son développement et du bien-être de ses sociétés. .../...

Il y a 60 ans, les indépendances africaines. Quel bilan? (1/5) Une démocratisation inachevée

08.07.20 - Toulouse, France - Olivier Flumian

pressenza.com/fr/2020/07/il-y-a-60-ans-les-independances-africaines-quel-bilan-1-5-une-democratisation-inachevee/

En 1960, 17 pays africains deviennent indépendants. Les espoirs sont immenses sur le continent. **Mais le contexte international impose ses contraintes : néocolonialisme, Guerre Froide, globalisation néo-libérale pèsent sur les nouveaux états alors que le continent est confronté à une très forte croissance démographique et à une urbanisation non maîtrisée**.

Quel bilan peut-on tirer dans ces conditions des soixante dernières années ? Les indépendances ont-elles tenu leurs promesses ? En quoi la situation politique et économique a-t-elle évolué ? Comment les sociétés civiles se sont-elles transformées ? Les femmes et les jeunes ont-ils trouvé leur place ?

Pressenza a rencontré et interrogé Amzat Boukari-Yabara, docteur de

l'école des Hautes Études en Sciences Sociales, historien et militant panafricain.
.../...
La décolonisation n'a pas été une démocratisation réelle de la politique africaine dans le sens où la France cherchait à préserver ses intérêts en installant au pouvoir des hommes défendant ses intérêts contre ceux des populations. Le néocolonialisme permet de comprendre l'ingérence actuelle de la France dans des processus électoraux africains et pourquoi le mot « démocratie » n'a pas le même sens en France et dans les anciennes colonies.
Par conséquent, à l'exception de la Guinée de Sékou Touré qui rejette le référendum de 1958 et subit le boycott de la France, et dans une moindre mesure du Mali de Modibo Keita, la France décide en 1960 de transférer les compétences à des dirigeants cooptés qui avaient parfois eux-mêmes combattu le principe de l'indépendance. Si le président ivoirien Félix Houphouët-Boigny incarne parfaitement cette ligne collaborationniste, c'est aussi le cas du président sénégalais Léopold Sédar Senghor. Au Gabon, le président Léon M'Ba espérait même faire de son pays un département français. A l'inverse, au Cameroun, a lieu une guerre entre l'armée française et les nationalistes de l'Union des populations du Cameroun qui demandaient à la France de fixer le délai de l'indépendance conformément aux engagements de la tutelle onusienne. Les upécistes, comme tous les autres groupes africains qui se sont battus pour une véritable indépendance, ont été politiquement ou physiquement éliminés avant l'indépendance, ou après comme dans le cas du président togolais Sylvanus Olympio et du premier ministre congolais Patrice Lumumba. Leur élimination s'inscrivait dans les intérêts croisés des anciennes puissances coloniales, des acteurs africains locaux et des multinationales.
Contrairement à l'idée d'indépendances pacifiques, la volonté de la France de rester présente malgré tout dans le cadre d'accords de coopération a produit des violences. .../...

Il y a 60 ans, les indépendances africaines. Quel bilan? (2/5) La dépendance économique, toujours

09.07.20 - Toulouse, France - Olivier Flumian
pressenza.com/fr/2020/07/il-y-a-60-ans-les-independances-africaines-quel-bilan-2-5-la-dependance-economique-toujours/
Les colonisations européennes avaient légué à l'Afrique un héritage de dépendance économique. **Le néocolonialisme de l'époque de la Guerre Froide puis la globalisation néo-libérale ont perpétué cette dépendance**. .../... Parler d'avancées économiques est relatif car le but du colonialisme était d'exploiter les ressources africaines. Or, il n'y a pas eu de révolution économique au moment de la décolonisation. .../... Ensuite, les anciennes colonies françaises n'ont pas de souveraineté monétaire, qu'il

s'agisse du franc CFA ou de l'ECO, et si l'équilibre budgétaire est assuré, ce n'est qu'au prix d'une austérité qui n'est pas soutenable et qui n'apporte surtout aucun développement structurant. Le **cas du franc CFA** mérite qu'on s'y attarde, car il est au cœur de l'actualité et il est le **symbole même de la continuité coloniale**. Au moment de la crise de 1929, la France renforce sa politique de monopole à l'égard de son empire colonial. Dix ans plus tard, la zone Franc est créée pour contrôler l'économie coloniale dans le cadre d'un régime de l'Exclusif qui est en réalité en vigueur depuis le XVIIe siècle. Il s'agit d'interdire aux colonies françaises de commercer avec des partenaires autres que la métropole. La zone Franc devient une sorte de pré carré ou de chasse gardée pour les investissements et les approvisionnements français face à la concurrence internationale. .../...

La problématique des dépendances économiques de l'Afrique

ege.fr/sites/ege.fr/files/uploads/2020/03/Ladépendancedespaysafricains.pdf

CHAPITRE I : **DEPENDANCE POLITIQUE ET INSTITUTIONNELLE**

Les pays africains sont globalement « mis sous tutelle » concernant la gestion politique et institutionnelle de leurs Etats. Cette tutelle qui prend sa source dans la colonisation a par la suite déployé ses tentacules dans tous les secteurs dits de souveraineté mais également dans les instruments de politiques, notamment aux niveaux continental et régional. Elle s'exerce par le biais d'instruments de pressions extérieures mais aussi par le manque d'une véritable politique d'affranchissement de ces Etats.

Absence de souveraineté à la suite d'indépendances biaisées

L'indépendance devrait être perçue comme un moyen de libération nationale, un moyen de libération de l'Homme. L'indépendance devrait permettre au niveau national de changer les structures socio-économiques, juridiques et politiques héritées de la colonisation.

L'indépendance de l'Afrique reste imaginaire parce qu'elle n'a pas conduit à une transformation interne profonde des différentes structures et le contient demeure dominé. Les objectifs et idéaux visés par les Etats africains pendant la lutte pour l'indépendance n'ont pas été atteints et les nouvelles formes de dépendance sont caractérisées par :

- Des idéologies et des institutions pas forcément nécessaires et non adaptées au contexte africain. - Des relations politiques, économiques, militaires avantageuses aux forces exogènes. - La protection des intérêts économiques des pays étrangers par le biais des institutions internationales.

La « normalisation » de la coopération bilatérale de

la France avec les pays africains « francophones » (aspects juridiques)

par Jean Touscoz (1974). Études internationales, 5(2), 208–225 :
erudit.org/fr/revues/ei/1974-v5-n2-ei2977/700441ar/
erudit.org/fr/revues/ei/1974-v5-n2-ei2977/700441ar.pdf
..../.... Les accords de coopération liant les États africains francophones à la France avaient été conclus pour la plupart en 1960 et 1961, dans la période suivant immédiatement l'indépendance. Ces accords, négociés empiriquement, sous la pression des circonstances, étaient formellement respectueux des souverainetés en présence; établissant en principe un équilibre entre «l'aide» apportée par la France aux nouveaux États et les « avantages particuliers » qu'ils lui consentaient corrélativement dans divers domaines, ils étaient en réalité fondés sur le maintien de relations politiques, économiques et culturelles inégalitaires, héritées de la situation coloniale. .../...

Envoi personnel du 03/06/2023 d'un article par Alain SAGAULT

AU PAYS DE TARTUFFE : L'HYPOCRISIE, VIOLENCE SUPRÊME

Par Alain Sagault

Appeler un chat un chat…

L'époque actuelle, sous l'emprise de la communication, tant publicitaire que politique, en est arrivée à un degré de manipulation du langage qui rend presque impossible de définir les choses par leur véritable nom, ce qui permet *en même temps* de faire régulièrement le contraire de ce qu'on dit. Pour autant, le *technicien de surface* continue à balayer, le migrant « *éloigné* » est bel et bien expulsé, les prélèvements restent des *impôts*, les *forces de l'ordre* créent et entretiennent le désordre, les riches escrocs qui nous font les poches sont des *premiers de cordée* et on nomme *langue de bois* ou *politiquement correct* ce qu'il serait plus juste d'appeler de son vrai nom : **hypocrisie**.
De belles âmes et de beaux esprits, de ceux notamment qui fleurissent dans les rangs clairsemés de la gauche mondaine, celle qui couche

avec tous les pouvoirs pour mieux défendre ses « valeurs », s'élèvent avec indignation contre les scandaleux excès de langage du peuple et de certains de ses représentants : pensez, ils osent appeler un chat un chat et dire que nous ne sommes plus en démocratie ! Et quand on leur rappelle les innombrables preuves de la nocivité antidémocratique de l'actuel président, ils hurlent qu'on diabolise Macron, comme s'il ne s'était pas très bien diabolisé tout seul.

Contre l'hypocrisie, rétablir sans cesse la vérité des faits

En quelque domaine que ce soit, rien ne nous exaspère davantage que l'hypocrisie. Parce qu'en ôtant toute valeur à la parole et en détruisant toute possibilité d'échange digne de ce nom, elle vise à nous désorienter et à nous rendre impuissants à retrouver le sens de notre vie et sa réalité. Suprême injustice puisqu'elle remplace la réalité des faits par une parole fictive, l'hypocrisie est aussi violence suprême parce que déguisée. Comment s'opposer à une violence qui ne dit pas son nom ou qui prétend n'exister que dans l'imagination de ceux qu'elle frappe ?
« Ne parlez pas de répression ou de violences policières, ces mots sont inacceptables dans un Etat de droit »« Je récuse (…) le terme de violences policières ». L'hypocrisie tente de nous interdire de nous opposer à ce qu'elle masque en nous faisant croire que la fiction du mensonge est plus vraie que la réalité. Cela est révoltant, et bien souvent sidérant. L'être humain normal a beaucoup de mal à lutter contre l'hypocrisie, elle le paralyse. Même s'il n'est pas toujours de bonne foi, et s'en rend plus ou moins compte, le cynisme de l'hypocrite lui est étranger, ne serait-ce que par le goût du calcul et de la manipulation qu'il implique. Peut-être l'être humain normal est-il simplement trop paresseux pour prendre la peine d'explorer le cloaque du machiavélisme…
Pour puissante qu'elle soit, l'hypocrisie n'est pas sans failles, et donne même des verges pour se faire battre, pourvu qu'on se donne la peine de la démasquer.
Contre l'hypocrisie, nous avons juste à toujours nous rappeler que ce qui compte, ce n'est pas ce que l'on dit, mais ce que l'on fait. La réalité ne repose pas dans les mots, elle s'exprime dans les actes. Contre l'hypocrisie, nous avons juste à dire et redire sans cesse les choses comme elles sont.
Face à l'hypocrisie, cette violence suprême qui consiste à violer en prétendant aimer, et qui est le fondement même du travail publicitaire et de toute propagande, nous devons toujours dénoncer la falsification, toujours rétablir la vérité, sans cesse dire les choses en leur donnant leur vrai nom, celui qui correspond à l'action réelle du beau parleur, celle que tout son effort tend à occulter.

blast-info.fr/emissions/2023/repression-la-justice-au-service-du-pouvoir5x5JBvZ9RKKu-FBPhiWn9A
Par exemple, qui peut prétendre que les « interpellations préventives » ne sont pas une des pratiques les plus typiques d'une dérive fascisante du pouvoir étatique ?

Travaux pratiques : derrière les éléments de langage, repérer la réalité des actes

Avec l'actuel débat surréaliste sur la réalité ou non de la démocratie en France, nous tenons un exemple idéal du pouvoir de l'hypocrisie et des moyens de lui résister – en la dénonçant.
Non, nous ne sommes plus en démocratie, et nous le savons tous pertinemment, y compris la plupart de ceux qui prétendent le contraire, oui, ce que j'appelle le **libéral-nazisme** est au pouvoir et les méthodes qu'il emploie, trahissent constamment l'esprit de la démocratie, même quand, et c'est de moins en moins le cas, elles en respectent les formes.
Non, Macron n'est pas un démocrate, c'est au minimum une sorte de despote illibéral, et nous le savons tous ! Il est à mes yeux ce que j'appelle un libéral-nazi, et nombre de ses propos illustrent l'absence totale d'empathie qui est l'un des traits principaux du nazisme comme de sa résurgence libérale-nazie. « *Il y a ceux qui réussissent et ceux qui ne sont rien* », une telle ignominie dit tout de celui qui la profère et de son absence de sens moral.
De même, quand des gouvernants font passer des lois qui de fait tueront de pauvres gens, ce sont en effet des assassins, tout comme quand ils sont corrompus, ce sont des malfrats.
La scandaleuse impunité de ces criminels, loin de prouver leur innocence, les rend d'autant plus coupables vis-à-vis des peuples qu'ils ont pris la responsabilité de gouverner et qui sont en droit d'attendre qu'ils le fassent, non à leur profit et à celui de la mafia qu'ils représentent, mais au service du pays et de la population qu'ils sont censés représenter.
Ce fascisme larvé, insidieux, qui présente ses crimes non seulement comme inévitables mais comme vertueux, est presque pire que le fascisme avoué, dans la mesure où il est partiellement indolore, c'est un poison qui abrutit presque en douceur, quitte à devenir violent si la victime se rebiffe. Il est bien plus facile de lutter contre la violence ouverte que contre la violence feutrée de l'hypocrite – qui est la violence des lâches. L'hypocrite aime violer mais ne goûte guère les retours de flamme et c'est pourquoi tout en jouant les Matamore il défile devant des avenues vides….
On peut espérer que nul n'a été surpris par le comportement des pharisiens du Conseil Constitutionnel, agrippés comme des arapèdes à la lettre de la Constitution pour mieux en trahir l'esprit. Les « Sages », entendez les zélés

serviteurs du Capital que sont ces professionnels de la politique tout bardés de confits d'intérêts, n'allaient évidemment pas louper l'occasion de fermer « légalement » sa gueule à un peuple qui avait l'insupportable toupet de vouloir vivre pour autre chose que pour leur servir de paillasson.
Soyons clairs, la violence de ce que j'écris ici et que nous serions des millions à pouvoir signer n'est en fait qu'une très douce réponse à la violence déployée chaque jour davantage par la mafia au pouvoir.

Les masques tombent : le vrai visage de la "Ve Ripoublique"

En même temps qu'ils nous imposaient le masque, le leur tombait.
Et venait en plein jour la vérité de notre régime actuel : une dictature déguisée, peu à peu mise en place par une oligarchie mafieuse.
Non, n'en déplaise aux hypocrites, dans le monde actuel, ce n'est pas la loi qui gouverne, c'est la violence d'état d'une caste mondialisée prête à tout pour garder un pouvoir qu'elle a confisqué, qu'elle exerce à son seul profit au détriment de l'immense majorité des citoyens de cette planète, et de la planète, elle-même, qu'elle saccage sans aucun souci de l'avenir.
République, Démocratie, derrière ces mots magnifiques se joue le sordide théâtre d'ombres de la mondialisation financière et du règne de l'argent à tout prix dont nous sommes *en même temps* les jouets et les victimes.
Dans le macronisme, qui ne paraît fou qu'à ceux qui ne veulent pas le voir tel qu'il se révèle dans ses actes, la corruption est si présente, si naturelle, si fondamentale qu'elle va de soi et par conséquent ne se voit plus. Elle est l'essence de sa vision du monde.
Le vrai visage de la "Ve Ripoublique", c'est le viol systématique en tous domaines : viol de la démocratie, viol de la volonté populaire, le confit d'intérêts institutionnalisé, la corruption tolérée, encouragée, légitimée, l'industrie dépecée et bradée au pouvoir financier international. Ce sont les arrestations arbitraires, les violences policières excusées, provoquées, encensées.
Il ne s'agit pas de la violence impulsive de l'homme de pouvoir « normal », mais d'une violence délibérée, calculée, en un mot perverse, *celle d'un système*. **Utiliser les outils de la démocratie et les institutions de la république pour détruire la démocratie et confisquer la république au profit des intérêts privés d'une infime minorité d'ultra-riches**, c'est en fait, sinon en droit, de la haute trahison. Non seulement nos gouvernants n'ont plus aucune vraie légitimité, non seulement ils ont multiplié mensonges et abus, mais ils trahissent délibérément la démocratie, ils trahissent les institutions, ils trahissent le peuple français.

Le respect, ça se mérite

Nous ne sommes pas et n'avons jamais été des factieux, nous sommes des citoyens responsables face à des politiciens irresponsables. Nous savons qui sont les factieux, nous subissons leurs méfaits depuis trop longtemps. 50 ans de mondialisation financière, synonyme de désastre humain et climatique, ça suffit. L'argent ne respecte rien et ne donne droit à aucun respect.
Nul ne peut ni ne doit respecter qui le méprise, aucun peuple ne peut considérer comme légitimes ni respecter des dirigeants qui le trahissent et le violentent. La démocratie, ce n'est en aucun cas un régime dans lequel les pouvoirs élus auraient le droit de forcer leurs électeurs à faire ce qu'ils refusent absolument de faire. La façon, dont il se conduit depuis ses débuts en politique et particulièrement depuis qu'il est président, a rendu ce tyranneau immature totalement illégitime, ainsi que tous ceux qui ont accepté de cautionner ses errements antidémocratiques.
mediapart.fr/journal/france/280323/macron-et-les-affaires-la-grande-defection
Et qui commencent, pour les plus lucides, à s'en mordre les doigts.
Par sa brutalité, son arrogance et son obstination l'actuel président aura ainsi ouvert un boulevard à Marine Le Pen, et le système sponsorisera discrètement, « divine surprise ! », l'éventuelle élection de notre première Présidente de la République, à charge pour elle de renvoyer copieusement l'ascenseur comme l'a fait, avec tant de zèle et de succès, l'actuel président depuis ses débuts en politique. Tout est ainsi mis en place pour assurer la transmission du flambeau de la droite dure à une extrême-droite soigneusement tenue au chaud plus de trente ans, en réserve de la "Ripoublique". Car le libéral-nazisme est désormais d'autant plus compatible avec l'extrême-droite fascisante qu'ayant boulotté presque toute la carotte, il se voit contraint pour en terminer la dégustation de recourir au bon vieux bâton, de préférence à clous.

Transition vers l'inhumain

Dans la situation où ils se sont mis et où nous les avons laissés nous mettre par notre passivité, leur seul moyen de s'en tirer c'est de passer petit à petit, par avancées et reculs savamment dosés, de la démocrature à la dictature pure et dure.
Ce que Macron, Borne et les autres domestiques de la Finance Reine, préparent, c'est la Transition Rêvée. Un magnifique retour à la case Départ, une merveilleuse Nouvelle Féodalité qui permettra de gérer, à grands

coups de matraque et de drones, la catastrophe en cours afin que ceux qui l'ont provoquée, en retirent tout le profit possible aux dépens de ceux qui la subissent.
Et cela se fait en pleine conscience comme en toute bonne conscience, le libéral-nazisme, si on lui donne le choix entre démocratie et dictature, n'hésitera jamais à préférer la seconde tout en proclamant benoîtement qu'« il n'y a pas d'autre alternative ». Quant aux *esclaves*, s'ils tentent de se révolter, on les éborgnera au nom de l'Ordre, c'est à dire du maintien de l'esclavage. Voyez les Lallemand, les Nunez, les Darmanin, ces couteaux suisses du boucher. Nous devons enfin comprendre que nous avons affaire à des êtres de pouvoir aux yeux desquels le peuple n'est que piétaille, « foule » indifférenciée, populace à mater et exploiter. Nous devons enfin le comprendre, ils ne fonctionnent pas comme nous, et pour eux, de fait, nous ne sommes réellement rien.
Leur politique tout entière le prouve.

Guerre (in)civile : choisir entre Involution ou Révolution

Ils ont donc bien raison, ceux qui se veulent nos maîtres : il n'y a pas d'autre alternative.
Face au rouleau compresseur de leur violence tous azimuts, nous allons devoir nous soumettre ou nous soulever. Entre le réchauffement climatique et l'empoisonnement généralisé voulu et organisé par une oligarchie folle de pouvoir, de paraître et de profit, c'est désormais une question de vie ou de mort.
S'ils ne changent pas, nous devrons les changer pour survivre.
Sans oublier de nous changer nous-mêmes, sans quoi nous tomberons dans leurs travers, comme ce fut si souvent le cas dans le passé.
Quand l'involution atteint ce point de d'indignité, de cynisme, de mépris et d'horreur, quand elle est devenue pure régression assumée et imposée, et que s'étale un retour à la féodalité la plus esclavagiste, quand la vie sur Terre tout entière est menacée, la seule issue possible est la Révolution, c'est à dire un changement profond de notre rapport au monde et à nous-mêmes.
Car ils ne s'arrêteront pas, nous seuls pouvons mettre fin au pouvoir que nous leur avons stupidement consenti. Leur fuite en avant se nourrit de nos renoncements.
La guerre civile avec son cortège d'horreurs et de destructions, ils y sont prêts. Ils l'attendent, ils la préparent, ils la veulent **(1)**. Leur rêve, déjà en partie réalisé : écraser l'humain pour qu'advienne enfin le règne inhumain d'un transhumanisme qui se voudrait tout-puissant mais n'est que suicidaire.
Car la quête du pouvoir, le règne de la finance, ce sont les choix des morts

vivants, de ceux qui ne savent vivre qu'en parasites.
Les involutionnaires sont toujours les pères de la Révolution que leurs abus rendent inévitable.
Révolutionnaires, les peuples ne le sont jamais qu'à contrecœur.
Parce qu'ils savent le prix de la révolution et que ce sont qui eux qui le payent.
Parce qu'ils savent aussi qu'aucune révolution ne garantit d'entrée un avenir meilleur.
Mais il nous faut choisir : accepter l'involution qu'on nous impose et qui nous détruit ou opérer ensemble la vraie révolution, une mutation de l'humanité au service de la vie.

Jusqu'à quand serons-nous les complices de ces bourreaux qui se présentent comme nos sauveurs ?

Alain SAGAULT, 2023

Note :

(1) 90 véhicules blindés armés en guerre commandés pour la Gendarmerie après les Gilets Jaunes, et le nouveau blindé léger de l'armée clairement adapté au combat de rue et au maintien de l'ordre au sens le plus complet du terme, c'est à dire quel que soit l'ordre, et fût-il le plus criminel et le plus inhumain.

Signalement personnel le 01/08/2023 d'un article (brochure) par Frédéric BOUTET
Site : p-plum.fr

GIECO-SCEPTIQUE

Par Frédéric Boutet

Source : p-plum.fr/wp-content/uploads/2023/08/2023-07-19_Gieco-sceptique.pdf

23 juillet 2023 (V.1, 17 mai 2023)

En tant que personne formée à la recherche scientifique, j'ai eu la curiosité d'enquêter sur la prétention du Groupe Inter-gouvernemental d'Experts sur

le Climat (GIEC) d'affirmer que le O2 anthropique, c'est-à-dire la part de CO2 émise par la combustion des énergies fossiles (qui représente 3,8 % de la masse totale du CO2 dans l'air), serait le principal conducteur de la température moyenne de la basse atmosphère. Pour cela, il m'a fallu dépasser les a priori sur les gens qu'on appelle « climato-sceptiques », qui sont la cible d'une chasse aux sorcières. À mon sens, il faut douter des conclusions du GIEC non seulement pour rester en cohérence avec la réalité telle qu'elle est (la science du climat), mais aussi pour ***former une conscience collective de l'emprise des messages médiatiques sur nos imaginaires.***

Avant-propos

Avant de critiquer les thèses du GIEC **(1)** , il me faut préciser qu'il n'est pas question ici de remettre en cause la modification de notre environnement social et naturel par « le capitalisme industriel » **(2)** à son seul profit. Il n'est pas question de faire baisser le niveau d'urgence. Il n'est pas dans mon intention de démotiver des gens à choisir leur mode de vie.

Je voudrais augmenter notre conscience avec ceci : la peur des catastrophes climatiques oriente frauduleusement la population vers l'acceptation d'énormes transformations sociétales.

Tout le monde voit bien que le message du GIEC permet à toute une classe de climato-conduits d'accepter les décisions de financement par les fonds publics des agro-carburants, des puits de carbone, du nucléaire, de la géo-ingénierie, de la surveillance depuis l'espace des émissions de gaz à effet de serre **(3)** , des éoliennes industrielles, de l'agri-voltaïsme, de la bagnole électrique, du contrôle et du crédit social, de l'école numérique, *et cætera*. **(4)**

Pour nous imposer le passe-carbone, il leur faut comptabiliser tout ce qu'on fait. Une fois nos émissions personnelles mesurées en temps-réel, un contrôle peut s'installer au nom de « *la lutte pour le climat* ». Ils pourraient alors limiter nos achats par des quota carbone et ce serait « *bon pour la planète* ». Cette relation de causalité est-elle fondée ?

Je me définis comme gieco-sceptique parce que d'une part il est hors de question d'accepter leur sobriquet « *climato-sceptique* » qui ne veut rien dire, et d'autre part parce que la cible est bien le GIEC : cet artefact fabriqué par les gouvernements, pour les gouvernements, qui leur sert de justification à leur giga-politique industrielle : remplacer toutes les activités humaines par des machines pilotées en temps-réel par des algorithmes et des capteurs numériques.

J'ai bien connaissance que les pétroliers ont aussi un discours sceptique sur le GIEC. Et Donald Trump récupèrent les électeurs conservateurs qui ne veulent pas entendre parler de la modification de leur mode de vie, lequel pourtant nécessite dix planètes en équivalent ressources. Mon gieco-scepticisme n'est d'aucune façon destiné à servir le capitalisme industriel pour le prolonger. Il n'est pas non plus voué à être utile aux organisations qui jouent le jeu des « démocraties », et servent de paravent au-dit capitalisme industriel.

Par ailleurs, comme le discours du réchauffement anthropique est répété, martelé et donc intériorisé, quand le scepticisme s'installe, des pensées complotistes émergent. J'ai conscience de cela aussi.

Imaginons : au crépuscule en forêt, je vois un serpent par terre. Mon cerveau limbique m'avertit d'un danger potentiel. Ou bien est-ce une racine ? Mon néo-cortex entre en action pour déterminer une procédure afin de se faire une idée : racine ou serpent ? Si je me laissais bercer par mon cerveau limbique, je vivrais dans un monde chimérique, loin de la réalité. C'est pourquoi ces pensées complotistes sont utiles – elles préviennent des dangers – mais dangereuses – elles peuvent nous décaler de la réalité.

Le mensonge à grande échelle est normalement une chose difficilement entendable. Mais il existe. En 1915, le président américain Woodrow Wilson a été élu sur un programme de non-intervention en Europe. Un an plus tard, les U.S.A. déclaraient la guerre à l'Allemagne soutenus par une population galvanisée. Ce basculement a été possible par la propagande d'Edward Bernays. Je suggère de voir absolument le film de Jimmy Leipold « *Propaganda, la fabrique du consentement* » Arte 2017 **(5)** . Autre suggestion : le livre de Matthieu Amiech « *L'industrie du complotisme* » La Lenteur, 2023.

Voici donc, dans ces conditions, un résumé en 16 pages de la controverse climatique.
.../...

Suite de la publication à : p-plum.fr/wp-content/uploads/2023/08/2023-07-19_Gieco-sceptique.pdf

Notes :

(1) Le nom original en anglais est différent car il ne comprend pas le mot « expert » I.P.C.C. : International Panel on Climate Change.

(2) Pour une introduction au capitalisme industriel : Bertrand Louart « Réappropriation » La Lenteur 2022

(3) Voir la deuxième partie de l'article de Jacob Nordangard « La vision de l'avenir de l'ONU : Un "organe faîtier" et une carte d'identité numérique pour nous gouverner tous » juin 2023 : p-plum.fr/?p=624

(4) Sous la direction d'Aurélien Berlan, Guillaume Carbou et Laure Teulières « Green Washing - manuel pour dépolluer le débat public » Points 2023

(5) dailymotion.com/video/x7lp3oo

Envoi personnel du 28/08/2023 d'un article par André BELLON
Site : pouruneconstituante.fr

SÉGOLÈNE, JEAN-LUC ET LES AUTRES

La candidature de Ségolène Royal à conduire une liste « d'union de la gauche » aux élections européennes n'est pas une surprise tant elle courrait déjà dans les rédactions. Elle faisait d'ailleurs écho à la déclaration de la candidate à la présidentielle de 2007 après sa défaite le 6 mai de cette année-là : « *Mon engagement et ma vigilance seront sans faille au service de l'idéal qui nous a rassemblés et nous rassemble, et qui va, j'en suis sûre, nous rassembler demain pour d'autres victoires* ».

Prise au pied de la lettre, cette candidature répond à une aspiration existante, celle de voir les partis dits de gauche cesser de s'entredéchirer. Mais, au-delà de ce principe de base, quel est la valeur de cette proposition ? Car il y a une constante dans l'histoire de la gauche devant les difficultés, c'est de faire des appels à l'unité pour effacer les points de conflit. Le pourquoi disparaît alors dans le brouillard du comment.

On fera, certes, référence à la victoire de François Mitterrand, candidat de la gauche unie au second tour, en 1981. C'est oublier un peu vite qu'il y avait un accord programmatique préalable et qu'elle portait, à ce moment-là, des valeurs historiques qui paraissent bien peu motiver les partis qu'il s'agit aujourd'hui de rassembler. On pourrait même dire que les divergences fondamentales entre

ceux-ci sont aujourd'hui plus importantes que les éléments de convergence sur la laïcité, sur la nature de la République, sur l'Etat, sur les institutions et la démocratie. Et la question européenne qui a besoin de positions politiques sérieuses est mise de côté par ce type d'accord purement tactique. **Quand les ambitions personnelles phagocytent la stratégie de l'idéal républicain et favorisent le chaos politique, la démocratie sombre.**

Bref, à part une référence a priori à la gauche, l'unité est aujourd'hui pour l'essentiel de nature électorale. Unité ? Regardons alors sérieusement les intérêts en présence. Certains préfèrent ne pas se compter dans une élection qu'ils savent leur être défavorable. Certains ont l'intérêt inverse. On peut même raisonnablement penser que la somme des scores des partis partant désunis serait supérieure au résultat obtenu par l'union. D'ailleurs les citoyens qui s'abstiennent de plus en plus sont-ils vraiment motivés par ces questions aujourd'hui ?

On appellera bien sûr à regarder à droite. Certes. Celle-ci prétend vivre sa majorité tranquille, mais elle est bien loin des préoccupations des Français. Et si vouloir l'attaquer est légitime, encore faut-il voir que **les citoyens en ont assez de jeux stériles et souhaitent clarifier en trouvant les moyens d'exprimer leurs aspirations et leur volonté.**

Il est peut-être temps de réfléchir, au-delà des intérêts tactiques, à ce que peut signifier aujourd'hui la gauche et, par ailleurs, la droite. Il est peut-être temps de se demander si les partis ne devraient pas accepter de laisser la main à une réflexion profonde au sein du peuple, entre les citoyens au plus près de leurs communes et quartiers pour reconstruire une démocratie bien affaiblie sans laquelle ces concepts deviennent politiciens en perdant largement leur sens historique et philosophique.

André BELLON
pouruneconstituante.fr

--
_____
Ceci est de la libre expression utilisant un carnet d'adresses à caractère personnel, sans lien avec une activité professionnelle ou commerciale, et n'est donc pas concerné par le RGPD (article 18 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016), n'hésitez pas à dire stop ou encore !

Jean-Jacques Rey
site Internet : https://jj-pat-rey.com/
sous-domaine
https://stats-au-monde.jj-pat-rey.com/